

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2499 - MARDI 5 JENVIER 2016

Élections 2016

Vers un consensus national



Le dialogue national appelé à succéder aux concertations nationales

Après le rendez-vous manqué des locales attendues désespérément en octobre 2015, les élections législatives et présidentielle fixées cette année semblent arpenter, elles

aussi, la voie de l'incertitude quant à leur tenue. Aucune date, aucun programme clair, aucune volonté manifeste pour les organiser dans le délai constitutionnel n'apparaît

dans les discours des politiques. Plus que jamais, les Congolais sont astreints à dialoguer pour tirer un trait définitif sur l'impasse politique qui gangrène leur pays

en cherchant des solutions palliatives. Cette rencontre que le chef de l'État appelle de tous ses vœux est destinée à recadrer les choses en forgeant un consensus

national autour des options politiques à lever dans le sens d'apaisement social. Il s'avère que, dans la pratique, les choses ne sont pas aussi simples que cela. [Page 13](#)

PAIEMENTS SOCIAUX DES INDUSTRIES EXTRACTIVES

Un « flou » sur les 90 millions de dollars décaissés entre 2013 et 2014

La Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco) a invité le Groupe multipartite de l'Initiative pour la transparence de l'industrie extractive (Itie) à mettre en place de toute urgence un mécanisme d'encadrement et de contrôle des projets. Pour arriver à bien évaluer l'impact social « des millions de dollars américains déjà engloutis », la Licoco a exigé l'audit de certains projets.

Des voix s'élèvent parmi les organisations de lutte contre la corruption pour mettre en garde contre l'absence d'impact réel des projets sociaux en cours dans les zones minières, le niveau d'extrême pauvreté des populations riveraines étant une illustration. La Licoco déplore des milliers de dollars affectés notamment à des projets ne revêtant aucun caractère social au sens défini par la loi, c'est-à-dire des projets à fort impact sur la lutte contre la pauvreté.

[Page 13](#)

Activité industrielle sur un site minier

PRÉSIDENTIELLE 2016

Moïse Katumbi rallie l'opposition

L'ancien gouverneur de la province démembrée du Katanga a annoncé son ralliement à l'opposition politique à moins d'un an d'une présidentielle toujours incertaine attendue cette année. Depuis le 3 janvier, le président du TP Mazembe ne fait plus mystère sur son appartenance à l'opposition. Il l'a déclaré sans ambages au cours d'une conférence de presse tenue à Lubumbashi en exprimant sa volonté de tout mettre en œuvre aux

côtés de ses pairs du « Front citoyen 2016 » pour empêcher tout glissement du calendrier électoral. Tout en confessant n'avoir adhéré à aucune formation politique après sa démission du parti présidentiel ni d'être tenté par l'idée de créer un nouveau parti politique, Moïse Katumbi est toutefois de ceux qui appuient l'idée de présenter un candidat unique de l'opposition à la présidentielle de 2016.

[Page 13](#)

AFFAIRES SOCIALES ET ACTION HUMANITAIRE

Le gouvernement déterminé à accorder des facilités aux intervenants humanitaires et sociaux

[Page 14](#)

ÉDITORIAL

Programme

La date de l'élection présidentielle étant désormais connue s'engage dès à présent une double course contre la montre pour ceux et celles qui brigueront la magistrature suprême : la première concerne leur affirmation personnelle sur la scène publique, autrement dit leur déclaration de candidature ; la deuxième concerne le programme qu'ils ou elles défendront d'ici au 20 mars pour convaincre les électeurs de se prononcer en leur faveur.

Dans chacun de ces domaines disons que le plus tôt sera le mieux car le peuple congolais, mais aussi la communauté internationale, ont hâte de savoir comment les pièces seront disposées sur l'échiquier. Au-delà des personnes, ce qui est en jeu dans cette grande affaire n'est pas autre chose que le destin de la nation pour les cinq années à venir, un destin qui se dessinera à grands traits dans le programme que présentera chaque candidat.

Si du côté de la majorité l'on peut sans trop de risques imaginer quelles seront les lignes de force du futur programme présidentiel étant donné le travail accompli dans les quinze dernières années, l'exercice apparaît infiniment plus difficile du côté de l'opposition. D'une part, en effet, la guerre des egos est loin, très loin, d'être terminée et, d'autre part, les idées ne paraissent guère converger dans les domaines essentiels que sont la gouvernance publique, le développement économique, le progrès social, la défense et la sécurité, la diplomatie.

S'il est donc un conseil que l'on peut aujourd'hui donner à ceux ou celles qui se lanceront dans la bataille de l'élection présidentielle, c'est de fixer très vite les grandes lignes du programme qu'ils défendront deux mois durant devant les citoyens congolais. Quels que soient leur maîtrise de la scène, leur art de la parole, leur capacité d'enflammer les foules avec des slogans c'est bien sur leurs propositions concrètes qu'ils seront jugés lorsque le temps viendra pour chaque électeur de déposer son bulletin dans l'urne.

Aujourd'hui plus encore qu'hier, les Congolais ont besoin de savoir quelles sont les réponses que leurs futurs gouvernants comptent apporter aux questions qu'ils se posent quant à leur avenir.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le PCT a célébré ses 46 ans d'existence et les 77 ans d'âge de son fondateur

Comme de coutume, les membres et sympathisants du Parti congolais du travail (PCT), se sont souvenus du 31 décembre, date historique qui a marqué en fin 2015, les 46 ans de la création de leur parti et les 77 ans d'âge du feu président fondateur de ce parti, Marien Nguabi.

Plusieurs cadres, responsables et sympathisants du PCT ont fait le déplacement du mausolée Marien-Nguabi, construit en son honneur, où une cérémonie officielle de pose de gerbe de fleurs a été organisée sous le patronage du secrétaire général de ce parti, Pierre Ngolo. La cérémonie proprement dite, était consacrée à la commémoration du 46^e anniversaire du Parti congo-

lais du travail, formation politique fondée le 31 décembre 1969, par feu Marien Nguabi. La même date marque aussi la naissance, le 31 décembre à Ombélé, à quelques kilomètres d'Owando, de cet homme politique, qui aurait totalisé 77 ans d'âge ce jour, s'il était encore en vie. « Cette journée est pour nous, militants du PCT, très significative dans la mesure où elle consacre à la fois la commémoration du 77^e anniversaire du camarade président Marien Nguabi d'une part, et d'autre part, les 46 ans de la création du PCT », a souligné le président du comité PCT de l'arrondissement 8 Madibou, Romuald Bassenga Fiellot. Un moment symbolique pour les membres de ce parti

de se souvenir des œuvres de Marien Nguabi, qu'ils doivent pérenniser, mais aussi d'émotions pour certains. « La journée d'aujourd'hui est pleine de significations parce que nous allons engager de grands combats au sein du parti. Ce 31 décembre est donc pour nous une date de point d'appui pour aller de l'avant. C'est une journée que nous célébrons toujours avec dignité et de rappels », a précisé Richard Eyéni, membre du PCT. Rappelons que le PCT est fondé le 31 décembre 1969 à Brazzaville, à l'issue d'un congrès constitutif. Parti au pouvoir depuis des décennies, le PCT se réclame de la sociale démocratie.

Firmin Oyé

L'UFD mobilise les potentiels électeurs à Djambala

Annoncée pour le 20 mars prochain, l'élection présidentielle de 2016 cristallise déjà l'attention et nourrit le débat politique. Au regard des premiers scrutins, l'enjeu ici pourrait être le taux de participation.

L'Union des forces démocratiques(UFD) l'a compris et ses responsables ont choisi le terrain pour mobiliser. Le passage de 2015 à 2016 a été mis à profit pour injecter une piqûre d'adhésion aux militants du département des Plateaux, ceux de Djambala et villages environnants notamment. A

la tête de la délégation de son parti les 31 décembre 2015, les 1er et 2 janvier 2016, Josué Rodrigue Ngouonimba a rencontré sa base pour l'éclairer sur une question : pourquoi l'UFD s'est-elle rangée derrière Denis Sassou N'Gusso comme candidat à la prochaine présidentielle ?

Un débat ouvert sur fond de questions-réponses entre les dirigeants de l'UFD et leurs militants. Le souci de transparence a dominé ces échanges dont dépend la suite de l'action politique de ce parti. En effet, lors de la réunion du bureau politique de ce parti, tenue à Braz-

zaville le 27 décembre dernier, une demande avait été formulée pour la candidature du président de la République au scrutin présidentiel du 20 mars 2016.

Bien que cette décision n'avait pas suscité des crispations au sein du parti, au sommet comme à la base, la direction de l'UFD a jugé stratégique de se justifier et de rallier sa base à cette « démarche réaliste » dans un contexte marqué par le changement institutionnel.

La décision de l'UFD, parti de la majorité présidentielle, répond aux directives historiques de son fondateur, David Charles Ganao, de « soutenir Denis Sassou N'Gusso jusqu'au bout ». Preuve de cette mobilisation acquise : la marche populaire qui a conduit les populations du centre de Djambala jusqu'au stade pour un match de gala de football.

Les échanges se sont achevés sur l'engagement du peuple de Djambala d'aller aux urnes le 20 mars voter pour Denis Sassou N'Gusso au cas où, ce dernier acceptait de présenter sa candidature.

La Rédaction



La marche des militants de l'UFD

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsigmet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SÉNAT

La loi électorale en examen

La trentième session extraordinaire du Sénat ouverte le 04 Janvier à Brazzaville a inscrit à son ordre du jour, six points au nombre desquels, le projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi électorale.

« Ce projet de loi est d'une importance politique évidente parce que l'élection présidentielle est fixée au 20 mars 2016. C'est pourquoi, je m'en vais vous inviter à examiner ledit projet de loi avec efficacité et un sens élevé de responsabilité en vue de permettre à notre pays d'organiser des élections apaisées », a déclaré le président du Sénat André Obami-Itou à l'ouverture de cette session extraordinaire.

Outre ce projet de loi, la chambre haute du Parlement aura à statuer sur cinq autres notamment, celles portant approbation du contrat de partage de production Pointe-Indienne, signé le 1er octobre 2015 entre le Congo, la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), et les sociétés Africa Oil and Gas Corporation S.A, Petroleum Trading S.A et Ifouret S.A, et celle relative au contrat de partage de production Yombo-Masseko, signé le 15 Juin 2015 entre le Congo, la SNPC et les autres sociétés pétrolières.

Les autres affaires concernent la ratification de la convention de crédit entre l'Agence française de développement (AFD) et le Congo relatif au financement du programme de drainage pluvial à Brazzaville, la convention relative au financement du programme d'investissement de la Société nationale d'électricité et enfin, celle autorisant l'adhésion du Congo à l'accord portant création de la Banque Africaine d'import-export.

Jean Jacques Koubemba

ASSEMBLÉE NATIONALE

Douze affaires à l'ordre du jour de la cinquième session extraordinaire

La chambre basse du Parlement examinera en priorité, au cours de cette session extraordinaire, le projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi électorale. C'est ce qui ressort de la présentation des affaires faite par le deuxième secrétaire Joseph Kignoumbi Kia Mbougou, le 4 janvier à Brazzaville, à la cérémonie d'ouverture.



Le bureau de l'Assemblée nationale entonnant l'hymne nationale

Pour sa part, le président de l'Assemblée nationale, Justin Koumba, a souligné la nécessité de se mettre au

travail pour, dit-il, redonner un souffle à la nouvelle République. Il a par ailleurs déclaré : « Le président de la République a annoncé l'organisation de l'élection présidentielle au cours du premier trimestre 2016, prélude à toutes les autres qui vont suivre. Mais, nous savons de tout temps et en tout lieu que, le vent du mal n'a jamais réussi à rompre le roseau de la raison. Cette session est déterminante. Dans son ordre du jour, figure

la révision de la loi électorale qui ouvre la voie à toutes ces élections et inaugure une nouvelle gouver-

nance électorale. Conscients de cela, et au nom de l'intérêt supérieur de la nation, nous devons accomplir sereinement notre devoir de législateur pour les plus grands profits de la République ».

Outre le projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi électorale, les députés se plancheront sur : le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Pointe-Indienne ; le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Yombo-Masseko ; le projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains, ou dégradants.

L'Assemblée nationale a également inscrit à l'ordre du jour de ladite session, le projet de loi autorisant la ratification de la convention de crédit entre l'Agence française de développement et la République du Congo relatif au financement du programme d'investissement de la Société nationale d'électricité ; ainsi que le projet de loi autorisant la ratification de la convention de crédit entre l'Agence française de développement et la République du Congo relatif au financement du programme de drainage pluvial à Brazzaville.

Josiane Mambou Loukoula

PRÉSIDENTIELLE 2016

Le MCU invite ses militants à soutenir les actions du chef de l'Etat

Après plusieurs années passées à l'opposition, les membres du bureau exécutif national du Mouvement Congo Uni (MCU) que préside, Puhence Etoula Pominoko ont décidé de rallier leur parti à la mouvance présidentielle pour, disent-ils, appuyer les actions du président de la République, Denis Sassou N'Guesso et exiger sa candidature à la prochaine élection de 2016.

Cette décision a été prise, le 29 décembre au cours d'une assemblée extraordinaire, tenue au siège de ce parti. « Nous demandons aux militants de notre parti en particulier et au peuple congolais en général de réaffirmer toute leur confiance au Président Denis Sassou N'Guesso, car il est l'homme qui assure un avenir radieux à notre pays. C'est pour quoi, nous exigeons sa candidature à l'élection présidentielle de mars 2016 », ont déclaré les membres du bureau exécutif du MCU.

Spécifiant le bien-fondé de cette résolution qu'ils qualifient de courageuse, les participants ont souligné qu'elle intervient après plusieurs phases d'analyse de la situation politique du pays. Car, précisent-ils, cette situation se traduit par le climat de paix qui règne actuellement dans le pays, notamment depuis l'adoption de la nouvelle loi fondamentale, issue du scrutin référendaire du 25 octobre 2015. « Nous saluons l'avènement de la nouvelle République et exhortons les acteurs politiques à faire preuve de maturité politique, en se conformant à la nouvelle donne afin d'assurer le bien-être du peuple qui n'aspire qu'à la paix », ont encore reconnu, les membres du MCU, ajoutant qu'ils approuvent le discours du président de la République, prononcé le 22 décembre devant l'Assemblée nationale. Ils se sont aussi réjouis des décisions prises récemment par le Conseil des ministres sur la mise en place d'une Commission nationale électorale indépendante et l'instauration d'un bulletin unique à la prochaine élection présidentielle.

« Les efforts du chef de l'Etat se manifestent par le processus de développement du pays amorcé depuis son retour au pouvoir. Nous ne partageons plus les mêmes idées politiques que les partis de l'opposition. Et, cette décision ne connaîtra plus de changement », ont conclu les membres du bureau exécutif du MCU.

Rock Ngassakys

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Le Comité de suivi réaffirme son engagement en faveur de la paix

L'engagement a été pris le 29 décembre à l'occasion du repas de fin d'année, dont le but était de consolider les relations entre agents et prendre la juste mesure des tâches qui les attendent dès le 1er trimestre de l'année 2016.

Le 1^{er} trimestre sera marqué par la tenue, le 20 mars, du premier tour de l'élection présidentielle au Congo. Ce premier scrutin présidentiel de la nouvelle République sera, pour le Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo, une occasion d'observer, a indiqué son commissaire général, Marius Mouambenga, le déroulement avec plus de rigueur. Ceci conformément à la nouvelle loi électorale qui insiste sur la transparence et le caractère indépendant de la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Cette rencontre a été également une occasion pour les agents de cette institution rattachée à la présidence de la République, de faire le bilan des activités menées au cours des douze derniers mois. Il s'agit, entre autres, de l'organisation des rencontres citoyennes avec bon nombre de partis politiques et la société



Marius Mouambenga

civile pour les écouter et les encourager à participer au dialogue national de Sibiti 2015. En effet, le comité de suivi a pris part active dans la préparation et le déroulement de ce grand rendez-vous de la vie nationale. Il a cependant, regretté l'absence d'une partie de l'opposition qui aurait pu contribuer à enrichir le débat de Sibiti.

Prenant note de la tenue du dialogue alternatif de Diata, le comité qui a observé le scrutin référendaire du 25 octobre, a reconnu que l'élection s'était bien déroulée dans la majeure partie

du territoire national, en dépit des perturbations observées dans certaines localités du sud du pays.

La formation des observateurs électoraux envisagée

Le commissaire général, Marius Mouambenga, a séjourné au cours de cette année finissante en France pour solliciter le concours de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dans le domaine de la formation des observateurs du Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo et dans d'autres secteurs contribuant à la bonne gouvernance électorale. « Nous attendons leur réponse pour en discuter notamment avec le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ainsi qu'avec la CENI », a indiqué Marius Mouambenga qui tient visiblement à sa concrétisation. Au plan interne, le budget des transferts du comité a connu, cette année, une réduction drastique suite à la chute vertigineuse du prix du baril du pétrole. Les notifications de crédit n'ont, par ailleurs, permis de décaisser que 20% des montants concernés.

Parfait Wilfried Douniama

Message de vœux de la direction générale de la Banque congolaise de l'Habitat à Monsieur le président de la République, Son Excellence Denis Sassou N'Guesso

Excellence Monsieur le Président de la République,
La marche irréversible de l'histoire du Congo conduit son peuple inéluctablement, chaque année à l'accomplissement de son merveilleux destin

L'année 2015 qui s'achève a eu le bonheur d'être celle consacrée à l'entreprise par votre Excellence.

Ce qui a été un choix stratégique à la promotion de la croissance et à la création d'emplois.

Cette orientation stratégique aura, sans nul doute, donné une réelle impulsion à la dynamique du développement de l'entrepreneuriat dans notre pays.

Nous, Banque Congolaise de l'Habitat, en notre qualité d'instrument de financement, continuerons d'appuyer et d'accompagner l'entreprise congolaise dans l'ensemble de ses besoins de financement.

Excellence Monsieur le Président de la République,
Votre politique, visant actuellement à diversifier notre économie, place la Banque Congolaise de l'Habitat au cœur de la Stratégie Nationale.

S'inscrivant dans votre vision politique, la BCH a été créée pour développer aussi bien le secteur de l'habitat au Congo que celui de la production locale des matériaux de construction.

C'est ainsi que la BCH a pu encourager l'émergence d'une génération de promoteurs immobiliers Congolais qui ont démontré leur capacité à faire de la promotion immobilière au vrai sens du mot.

Aussi estimons-nous qu'à travers cette démarche, la Banque Congolaise de l'Habitat contribuera, à juste titre à la mise en œuvre de cette politique de la diversification de l'économie Congolaise.

2016 s'annoyant comme une année d'espoir pour notre économie, la Direction Générale de la Banque Congolaise de l'Habitat et l'ensemble de son personnel vous souhaitent leurs vœux de santé, de bonheur, de prospérité et de longévité à vous et à votre famille !

La Direction Générale

Message de vœux de la vénérable Emiliènne charlotte lekoundzou, à Son Excellence Monsieur le président de la République et Madame

Monsieur le Président,

Il m'est particulièrement agréable de vous souhaiter, au nom des habitants de ma circonscription de Sibiti, de ma famille et mon nom personnel, les vœux les meilleurs pour l'année 2016.

Il me plait de vous féliciter sincèrement du rare mérite avec lequel vous conduisez votre délicate mission. Aussi méritez-vous mes chaleureuses félicitations.

Que tous nos souhaits de bonne santé, de bonheur pour vous et votre famille très cher président, vous accompagnent toujours.

Vénérable E.Ch. LEKOUNDZOU.



AVIS D'APPEL D'OFFRES DE SERVICES POUR L'ANNE 2016

DANS LE CADRE DE SES ACTIVITES D'ASSISTANCE EN FAVEUR DES REFUGIES EN REPUBLIQUE DU CONGO, LE HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES VOUS INVITE A LUI SOUMETTRE VOS OFFRES SOUS PLIS FERMES POUR LES SERVICES CI-DESSOUS :

- 1- APPEL D'OFFRES N° HCR/BZV/UAL/AAO/018/15-GDSA POUR LES SERVICES DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DES BUREAUX DE L'UNHCR EN REPUBLIQUE DU CONGO (ROC) A BRAZZAVILLE ET BETOU
- 2- APPEL D'OFFRES N° HCR/BZV/UAL/AAO/019/15-GDSA POUR LES SERVICES DE MAINTENANCE, D'ENTRETIEN ET DE REPARATION DES GENERATEURS DE L'UNHCR A BRAZZAVILLE

DESCRIPTION:

Le présent appel d'offres est ouvert à toutes les entreprises et sociétés nationales en règles avec l'administration congolaise, et ayant une expérience dans les travaux similaires.

Les soumissionnaires désireux de participer à ces appels d'offres sont invités à fournir toutes les pièces administratives de leurs entreprises ou sociétés, les informations sur la qualification, une description préliminaire de la méthode de travail, le Planning des travaux proposés, le personnel qualifié, ainsi que les matériels dont disposent l'entreprise ou la société.

SPECIFICATIONS :

- Les Dossiers détaillés d'Appel d'Offres sont disponibles au Bureau de la Logistique du HCR à Brazzaville et peuvent être retirés tous les jours de 08h 00 à 15 heures.

PRESENTATION DES SOUMISSIONS :

Les offres seront présentées sous plis fermés avec mentions spécifiques sur la partie supérieure des enveloppes des **AVIS D'APPEL D'OFFRES CONCERNES, INDIQUES PLUS HAUT** dans deux enveloppes, les dossiers de l'entreprise/société seront placés dans la première enveloppe sans mention du nom de l'entreprise, et les offres dans la deuxième enveloppe également sans mention, fermée et contenue dans la première.

Toute offre avec le nom ou l'adresse du soumissionnaire sur les deux enveloppes sera purement rejetée.

OFFRES À DEPOSER À RETIRER A LA GUERITE DU SERVICE DE GARDIENNAGE DE LA REPRESENTATION DU HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES À BRAZZAVILLE, SISE RUE DU 18 MARS 1977, QUARTIER MISSION CATHOLIQUE SACRE CŒUR, CENTRE VILLE.

DATE LIMITE DE DEPOT : Vendredi 15 janvier 2016 A 14 H00.

VEUILLEZ RECEVOIR NOS MEILLEURES SALUTATIONS.



SANTÉ PUBLIQUE

Quelques pistes pour renforcer la gouvernance sanitaire au Congo

Réunis à Brazzaville le 29 décembre 2015, à la faveur de la conférence des directeurs départementaux de la santé, les acteurs de ce secteur ont passé en revue les problèmes majeurs qui minent la gouvernance sanitaire et l'offre de soins de qualité dans les structures sanitaires, avant d'esquisser quelques pistes de sortie.

Placée sous les auspices du ministre de la Santé et de la Population, François Ibovi, cette rencontre d'une journée tenue au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération a été un véritable espace pour les participants de présenter un bilan afin d'orienter les perspectives de l'année 2016. Ainsi, le thème principal « Le renforcement de la gouvernance sanitaire » a été divisé en plusieurs sous-thèmes parmi lesquels «La gouvernance hospitalière : bilan et perspectives» et «Les normes et équipements des formations sanitaires et de la gestion de la maintenance». Les participants ont été également édifiés sur la problématique des ressources humaines de la santé ; la surveillance épidémiologique dans les départements sanitaires; la problématique du médicament au Congo: comment améliorer la



Une vue des participants

gestion et les performances de la centrale d'achat ?

Au terme des exposés et échanges, il s'est dégagé un constat selon lequel la gouvernance qui est actuellement améliorée dans le sens de la production des normes, standards, doit l'être aussi dans le cadre du fonctionnement des organes de prise de décisions. De même, la mise en œuvre du règlement sanitaire international demeure encore une priorité pour l'année 2016 ainsi que l'amélioration du financement des activités et des soins à travers un bon plaidoyer dans la mobilisation des fonds nécessaires. Les participants ont aussi souligné la nécessité d'amé-

liorer la gestion des carrières des agents de santé dans le cadre de la tenue régulière des Capa.

Ils ont, par ailleurs, suggéré l'édition régulière du bulletin épidémiologique au Congo, car il s'agit d'un outil indispensable à une lutte efficace contre les différentes épidémies qui ont souvent meurtri la population congolaise. La rigueur dans la collecte, la compilation, l'analyse et le traitement des données sanitaires dans le pays dans le cadre du système national de formation sanitaire a été également notifiée. Présidant les travaux, le ministre de la Santé a demandé à chaque cadre relevant de sa tutelle de se sentir partie prenante de l'exécutif des

différents programmes. Selon François Ibovi, l'administration centrale n'existe pas de manière solitaire car elle est complémentaire aux deux autres niveaux du système. Chaque cadre doit interioriser, a-t-il insisté, que le meilleur indicateur du bon fonctionnement des services de santé reste la satisfaction de la population. Dans le souci d'amélioration constante de la gouvernance sanitaire, il faut ressusciter tous les organes nécessaires, notamment le Conseil national de la santé. Face à la pléthore de problèmes de santé, le ministre a invité les acteurs à une hiérarchisation des priorités afin de les accommoder au budget alloués. Pour lui, la

pharmacie hospitalière devient une nécessité qui doit substituer les ordonnances dans les établissements.

Rappelons que la conférence des directeurs départementaux de la santé est une occasion de partage et de proposition entre les responsables des structures sanitaires. Le but recherché est d'envisager avec optimisme le renforcement des capacités institutionnelles de gestion du système de santé congolais. Le ministre de la Santé a rappelé que beaucoup restait à faire quoique des progrès notoires aient été réalisés dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement, en ce qui concerne la réduction du taux de mortalité maternelle, néonatale et infantile. Il a rappelé par la même occasion les différents maux qui gangrènent le système de santé au Congo. « L'amélioration des indicateurs de santé est à ce prix. Ces indicateurs se résument à la lutte contre la morbidité et la mortalité, aux maladies cardiovasculaires, au paludisme, au VIH-sida, à la tuberculose et aux infections nosocomiales », indiquait François Ibovi à l'ouverture des travaux.

Parfait Wilfried Douniama

VIE DES SYNDICATS

Force-SNE se désaffilie de la Cosylac

Le Syndicat national autonome des travailleurs de la SNE « Force », que dirige Rémy Batela, a annoncé, dans une déclaration publiée le 29 décembre à Brazzaville, sa désaffiliation de la Confédération des syndicats libres et autonomes du Congo (Cosylac).

Le syndicat « Force » justifie son retrait de la Cosylac par le fait que cette confédération n'incarne plus l'unité d'action syndicale en vue de la défense conséquente des intérêts matériels et moraux des travailleurs.

Autres raisons de la désaffiliation du syndicat « Force » sont : l'absence de démocratie au sein de la Cosylac ; le syndicalisme ne doit pas lier son sort à celui de l'Etat, affirme-t-on, ni s'associer à des groupements politiques quelconque dont l'objectif est la conquête du pouvoir et l'affermissement de ses privilèges. Force déplore aussi l'absence d'un syndicalisme libre axé sur la défense légale et réaliste des intérêts des travailleurs sans influence politique.

La Rédaction

Les acteurs édifiés sur le financement fondé sur la performance

Les responsables des structures du niveau central du ministère de la Santé et de la population et la cellule technique du financement fondé sur la performance viennent d'être informés de la mise en œuvre du deuxième programme de développement des services de santé (PDSS II)

Mis en œuvre conjointement par le Congo et la Banque mondiale pendant cinq ans, dans les départements de Brazzaville, Pointe-Noire, Niari, Bouenza, Pool, Plateaux et Cuvette, le PDSS II vise le renforcement du système de santé de manière générale. Ceci en vue d'augmenter le taux d'utilisation des services dispensés par les établissements de santé et améliorer leur qualité grâce à un financement du secteur de la santé et les capacités de la politique de santé. Sa mise en œuvre se fait suivant l'approche du financement fondé sur la performance.

Entré en vigueur le 21 janvier 2015, le PDSS II a été lancé officiellement le 17 février de la même année. Le financement basé sur la performance est par excellence, selon les organisateurs, une approche axée sur les résultats. Il induit, par ce fait, une véritable dynamique et un changement fondamental



Benjamin Ossombo au milieu présidant les travaux ; crédit photo Adiac

positif au niveau de la gouvernance et de l'offre des soins ainsi que des changements motivationnel et comportemental du personnel. En effet, l'atelier d'échange d'informations à propos du financement basé sur la performance a porté sur le montage institutionnel du projet ; les concepts clés du financement basé sur la performance ; les indicateurs des performances sur le processus de contractualisation et de vérification des résultats. Il a permis également à chacun des participants d'avoir une bonne lecture des en-

jeux du PDSS II.

Présidant les travaux, le conseiller administratif et juridique du ministre de la Santé et de la population, Benjamin Ossombo, a rappelé que la politique nationale de développement 2012-2016 définit trois axes stratégiques concernant le secteur de la santé. Il s'agit, a-t-il cité, du renforcement de l'offre de soins ; l'amélioration de la qualité des services de santé y compris leur accès ; l'amélioration de la gouvernance du secteur de la santé. Quant au PDSS II, il a rappelé que ce programme était inséré

dans la politique nationale de santé, le document de réduction de la pauvreté DSRP et le plan biennal de développement sanitaire.

« Si le financement basé sur la performance vise les résultats, cela ne va pas sans opérer de véritables changements dans la gestion des services, de l'offre de soins, sans oublier la motivation du personnel, afin d'y parvenir. Ce, à tous les niveaux de notre système de santé, c'est-à-dire les niveaux central, intermédiaire et périphérique », a martelé Benjamin Ossombo.

P.W.D.

MAKÉLÉKÉLÉ

Un geste de solidarité de Pierre Bassouama à 2.500 personnes vulnérables

Le député de la troisième circonscription électorale de Makélékélé à Brazzaville, Pierre Bassouama, a remis le 31 décembre, des vivres et autres ingrédients de cuisine à 2.500 personnes vulnérables des quartiers Diata et Nganguoni, pour les aider à mieux passer la fête de fin d'année.

La cérémonie s'est déroulée en présence de l'administrateur-maire du premier arrondissement de Brazzaville, Maurice Maurel Kiwouzou qui a loué ce geste et a appelé les populations de Makélékélé à placer leur confiance à Pierre Bassouama.

En outre, l'administrateur-maire a invité les habitants de sa circonscription administrative à soutenir l'action des pouvoirs publics dans le cadre de la consolidation de la paix et de la démocratie. « *Aucune action positive, comme celle que vient d'accomplir le député Bassouama, ne peut se faire dans un pays qui n'est pas en paix* », a-t-il indiqué.

Prenant la parole à son tour, l'élu de Makélékélé 3 a réitéré à ses mandants son engagement de les servir. « *Le pouvoir vient de Dieu. Vous êtes le peuple de Dieu et donc vous êtes les détenteurs du pouvoir. Chaque année, je partage le peu que je trouve à l'Assemblée nationale avec vous. Ceux qui n'ont pas pu faire le déplacement d'ici parce que malades ou empêchés, je passerai dans*



Pierre Bassouama remettant les vivres à l'un des bénéficiaires

leurs domiciles respectifs pour leur remettre les vivres », a-t-il déclaré. Parlant au nom des deux chefs de quartiers, Joseph Boukaka a indiqué que Pierre Bassouama fait partie des grands hommes parce qu'ils se reconnaissent, a-t-il renchéri, par la grandeur de leurs œuvres. Il a salué, à cet effet, l'élan de solidarité et de compassion qui anime leur député lorsqu'il pense, chaque année depuis son élection en qualité de député, à venir en aide aux enfants orphelins, aux plus démunis et aux personnes invalides.

De leur côté, les bénéficiaires ont

souhaité longue vie au donateur. C'est le cas de Henriette qui a dit un grand merci au député tout en implorant Dieu de lui ajouter encore plus d'années sur la terre afin qu'il continue à aider les personnes vulnérables et démunies.

Pour sa part, Simone a indiqué : « *Je suis contente et comblée de joie, parce que le député m'a remis un poulet, de l'huile et du riz pour passer les fêtes de fin d'année en famille. Que Dieu le bénisse et lui comble de tous ses bienfaits* », a-t-elle conclu.

Roger Ngombé

François Loussakou fait un don à l'école Kongo Dia Moukouba

Enseignant de carrière, le député de la première circonscription de Makélékélé François Loussakou, a remis le 30 décembre dernier un don composé du matériel didactique et aratoire à l'école Kongo Dia Moukouba pour son bon fonctionnement.

Ce don est composé essentiellement de stylos, de rames de papier, de livres, de règles pour le personnel enseignant, des poubelles, de râtaux, de machettes, de houes, de brouettes, et de pelles. En vue de la réhabilitation de cet établissement, le député de ladite circonscription entend apporter davantage sa pierre à l'édifice, en contribuant notamment à la résolution des problèmes d'eau, du manque de latrines, et la réfection de la peinture.



François Loussakou fait un don à l'école Kongo Dia Moukouba

Au cours de la rencontre citoyenne, organisée dans l'enceinte de l'école Kongo Dia Moukouba, François Loussakou a profité de l'occasion pour prêcher la paix et l'amour, gage selon lui, du développement. Aussi, a-t-il exhorté les jeunes à s'appliquer dans la formation qualifiante pour, dit-il, résorber le chômage à l'avenir.

En outre, 210 familles du quartier 11 ont reçu une enveloppe des mains de leur député, pour passer au mieux la fête de fin d'année. Soulignons que le montant de chaque enveloppe n'a pas été révélé. François Loussakou a par la même occasion souhaité les vœux de santé, de longévité, de réussite, de bonheur, de succès, de prospérité et de paix à ces populations. « *Une année certes difficile au regard des enjeux sociopolitique, économique et culturel, mais une année qui détermine la marche du Congo, après les grands rendez-vous du peuple avec lui-même ayant permis l'écriture des pages nouvelles de l'histoire du Congo. 2016 est la résultante du fructueux travail réalisé sur tous les plans* », a-t-il conclu.

Josiane Mambou Loukoula

L'association Génération Plus vole au secours des enfants de la Cité 1000 logements de Kintélé

Plus d'un millier et demi d'enfants victimes du drame de Mpila relogés à la Cité 1000 logements de Kintélé ont reçu le 31 décembre dernier, des vélos, ballons, poupées, pianos, et autres... Un geste de solidarité fait par l'association Génération Plus de Cendrine Sassou Nguesso dans le cadre de son projet «Brazza j'y crois».

Le 31 décembre, les enfants de la Cité 1000 logements de Kintélé ont eu l'occasion de se retrouver dans la joie. A l'entrée de l'école primaire de la cité, le site choisi pour l'évènement, Extra-musica de Roga Roga reçoit les enfants avec allégresse. Dans la cour de l'école, les enfants parfois accompagnés d'un parent sont installés. C'est la fête. Environ 3000 jouets ont été disponibles.

La présidente de l'association, Cendrine Sassou Nguesso, a d'abord expliqué le choix des enfants de Kintélé : « *c'est un vieux projet, puisque lors du drame*

du 4 mars 2012, nous avons pris avec les artistes congolais Olivier Doumou et Roga Roga de l'extra-musica, l'engagement d'accompagner ces sinistrés dans le cadre du concept Brazza j'y crois ». En effet, a-t-elle poursuivi, le but de cette initiative humanitaire était de redonner un peu d'espoir aux familles victimes de ce drame. « *Ce sont des familles qui ont été complètement déstabilisées dans leur quotidien, elles ont été délocalisées parce qu'elles vivaient dans la zone sinistrée* », a-t-elle martelé.

Pour une mère qui accompagnait

ses trois enfants, le geste de solidarité fait par la présidente de Génération Plus est touchant. « *Depuis 2014 que l'Etat congolais nous a installés ici à Kintélé, nous pensions que c'était fini pour nous; que plus personne allait penser à nous et surtout à nos enfants. Je remercie la présidente Cendrine pour avoir pensé à nous, car certains n'ont pas eu les moyens pour faire plaisir à leurs enfants* », a remercié Diana Lenka. « *Un coup de chapeau à l'association Génération pour avoir pensé non seulement à festoyer avec les enfants sinistrés, mais aussi à redonner l'amour et l'espoir puisque nombreux gardent encore des stigmates liés aux explosions du 4 mars* », a confié un animateur socio-culturel invité à cette occasion.

« *C'est justement pour éviter de tomber dans une circonstance de lettre morte que nous avons décidé de continuer dans cette action « Brazza j'y crois » option deuxième édition. Nous avons toujours à cœur d'accompagner ces familles au travers ce petit geste de solidarité bien que Noël soit passé* », a renchéri Cendrine Sassou Nguesso. Outre la remise des dons, les enfants de Kintélé ont partagé un repas communautaire suivi d'une soirée dansante produite par l'artiste musicien Roga Roga.

Fiacre Kombo

Des vivres pour les veuves du site des sinistrés

Le geste posé par la Fondation maman Chimène (FMC), le 1^{er} janvier, a concerné 100 veuves des quartiers Talangaï et Ouenzé, relogées au site des mille logements de Kintélé, après les explosions meurtrières du 4-Mars 2012 à Mpila

Composé du riz, poisson salé, poulets, oignon, huile, tomate, ce don offert dans la matinée de la fête de Nouvel An a été un véritable soulagement pour ces femmes dont certaines se disent abandonner à elles-mêmes depuis leur arrivée en mars 2014. En effet, toutes les bénéficiaires ont eu presque un seul mot : merci maman.

« *Nous souffrons à cause de la faim, mais la fille a pensé à nous. Il s'agit d'un premier geste posé à notre égard depuis que nous sommes ici. Que Dieu puisse bénir la présidente de cette fondation dans toutes ses actions. Tu es pour moi une petite fille, regarder mon état, ce que tu as fait est généreux* », a témoigné une femme de troisième âge.

Le chef du site de Kintélé, Alphonse Ndongo, a également félicité la FMC pour avoir pensé à ces pauvres femmes à travers cette visite rendue en pleine fête, le 1er janvier 2016. « *Par rapport à cela, nous lui demandons de continuer son travail, en le pérennisant lors des prochaines années parce qu'il n'y a que 100 femmes qui ont été servies pour un site de près de 5 000 habitants* », a-t-il plaidé.

Marquée par l'accueil et les remerciements des bénéficiaires, la présidente de cette ONG, Chimène Mahoungou, n'entend pas s'arrêter à ce geste. « *Le message essentiel a été la compassion, je voudrais compatir avec ces femmes parce que, tel qu'elles l'ont dit, nombreuses n'avaient rien à manger aujourd'hui. J'ai pensé leur offrir quelque chose, c'est déjà bien. Nos portes sont ouvertes, l'union fait la force comme je l'ai toujours dit, bonne fête à toutes les femmes* », a-t-elle souhaité.

Créée le 13 janvier 2013 à Brazzaville, la FMC a fait sa sortie officielle, le 24 décembre à Ouenzé, dans le 5^e arrondissement, à travers la remise des jouets aux orphelins sélectionnés dans les quartiers de la capitale. Elle s'est fixée, entre autres objectifs, de porter assistance aux personnes démunies, vulnérables et marginalisées.

Parfait Wilfried Douniama



La présidente Cendrine Sassou Nguesso octroyant des jouets aux enfants



Chimène Mahoungou donnant des vivres à une veuve ; crédit photo Adiac

FÊTE DE NOUVEL AN

Le député Hyacinthe Ingani offre des pagnes et vivres aux femmes de Talangai

Le député de la première circonscription électorale de Talangai, Hyacinthe Ingani a offert le 31 décembre, des pagnes, des vivres et autres ingrédients de cuisine aux femmes des quartiers 61 et 62, pour leur permettre de bien passer la fête de fin d'année. La cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général de la mairie de Talangai, Jean Amboua.



Hyacinthe Ingani remettant les présents à une bénéficiaire

Dans son discours de circonstance, Hyacinthe Ingani a salué la détermination des femmes de sa circonscription pour leur mobilisation lors des consultations électorales. Il a mis à profit cette occasion pour les appeler à se mettre déjà en ordre de bataille en vue de voter massivement le 20 mars le candidat du Parti congolais du travail à l'élection présidentielle.

En outre, il a assuré ses interlocuteurs que les élus du peuple de Talangai sont en train de solliciter du gouvernement le lotissement de la rivière Tsiémé afin d'épargner les populations des souffrances dues aux inondations dont elles sont victimes en période des pluies.

Parlant au nom des deux chefs des quartiers, M. Adoua a salué le geste du député et a appelé les populations à plus de mobilisation derrière leur élu. De leur côté, les bénéficiaires ont remercié du fond de cœur leur donateur. « Je suis contente parce que j'ai reçu un pagne, un poulet et une somme de 1000 FCFA pour acheter les ingrédients de cuisine. Que Dieu comble le député de ses bienfaits », a déclaré Christine alors que, Elise s'est dite, pour sa part très marquée par la magnanimité d'Ingani qui pense, chaque fin d'année, a-t-elle renchéri, à partager le peu qu'il trouve à l'Assemblée nationale avec ses mandants. « Je lui souhaite longue vie afin qu'il nous aide davantage », a-t-elle conclu.

Roger Ngombé

SOCIÉTÉ CIVILE

L'Association Jeunes leaders Congolais s'officialise

L'organisation à but non lucratif dirigé par, Mercelin Mounzeo-Ngoyo, qui a fait sa sortie officielle, le 23 décembre à Brazzaville, décide de prendre part aux débats publics.

« Aux débats publics, nous allons présenter toujours des voies de tolérance, de pardon, de paix, d'amour, de justice et de solidarité » a indiqué Mercelin Mounzeo-Ngoyo.

L'Association Jeunes leaders congolais (Jlc) œuvre dans le développement socioéconomique et durable. Elle se propose également de participer au développement du Congo en s'appuyant sur l'intelligencia juvénile, la sociale démocratie et faire la promotion du concept « vivre ensemble ».

Selon le président de cette organisation, l'identité d'un leader devrait se définir par un choix : « À nous de faire le bon choix, d'être meilleur, d'exprimer nos compétences pour les mettre au service de nos semblables et de la nation », a expliqué Mercelin Mounzeo-Ngoyo. Afin d'encourager de nouvelles manières d'être en société ou en famille et déterminer un nouveau style de vie axé sur la morale, la Jlc se propose de mettre en place un code éthique du jeune leader congolais.

Fortuné Ibara

CNSS

Le budget 2016 s'élève à plus de 70 milliards FCFA

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a arrêté le 30 décembre, en recettes et en dépenses la somme de 70.480.000.000 FCA son budget 2016, après examen des points inscrits à l'ordre du jour du conseil d'administration dirigé par l'administrateur Georges Emmanuel Zoula, représentant le président du conseil Christian Barros en déplacement.

Ce budget est en hausse de 7,78% par rapport à l'année dernière, explique le communiqué final lu par l'inspecteur général de la CNSS, Claude Mieré.

Il a, par ailleurs, défini les axes pour la mise en œuvre du plan d'action de l'année 2016. Il s'agit, a-t-il dit, de la dynamisation du recouvrement des cotisations sociales, la politique de proximité et la modernisation de gestion.

Le conseil a été marqué de deux sessions : bilancielle et budgétaire. L'ordre du jour de la session bilancielle a porté sur plusieurs points, notamment l'examen et l'adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 22 décembre 2014, examen et adoption des états financiers arrêtés le 31

décembre 2014 et bien d'autres. La session budgétaire : examen et adoption du plan d'action 2016, du budget exercice 2016, examen et adoption du procès-verbal de la session budgétaire ordinaire du conseil d'administration du 22 décembre et divers etc.

Examinant les points de la session bilancielle, le conseil a adopté avec amendement le procès-verbal de la session du 22 décembre 2014. Il a pris acte de ce rapport et résolu d'organiser une session extraordinaire consacrée au financement de la CNSS.

Quelques délibérations Parmi les délibérations prises, figurent entre autres celle sur l'adoption du procès-verbal de la session bilancielle du 22 dé-

cembre 2014, celle invitant le gouvernement à épurer la dette relative à la cession des centres médicaux sociaux de Mpissa et de Ouenzé, l'adoption du budget exercice 2016 de la CNSS, et du plan d'action 2016.

Le conseil a en outre émis le souhait que le gouvernement poursuive l'apurement des arriérés de pension des retraités de la CNSS et bien d'autres. Il a par ailleurs pris une recommandation convoquant le conseil d'administration en session extraordinaire courant 1er trimestre 2016, consacrée exclusivement au financement durable de la CNSS.

Clôture des travaux, l'administrateur Georges Emmanuel Zoula, a déclaré que ce conseil d'administration a permis non seulement de doter la CNSS des instruments nécessaires à la gestion de l'exercice 2016 mais aussi de lui donner la visibilité requise pour sa gestion financière.

Lydie Gisèle Oko

VIE ASSOCIATIVE

L'AIDD présente les chances d'employabilité aux jeunes

L'Association initiative d'aide au développement (AIDD) a organisé avec faste, le 29 décembre à Brazzaville, la 8^e édition du salon d'entreprise autour du thème : « l'éducation un précurseur économique ».

L'objectif affiché a consisté à harmoniser et améliorer la communication du couple en-

car étant de futurs salariés, ils doivent aussi apprendre comment travailler dans une



Mme Guylaine Ondzé Mbani, présidente de l'AIDD en train d'expliquer le bien fondé de ladite rencontre

treprises/employeurs auprès des candidats recherchant les métiers, les stages d'emploi, la formation et l'évolution professionnelles.

À travers cette édition, l'AIDD se veut être une force de proposition pour valoriser les entreprises auprès du grand public et des partenaires.

« Comme toujours, les pays espèrent à la jeunesse pour leur développement. Le développement passe d'abord par l'éducation et l'orientation. Les deux concepts précités font la réussite d'un chef d'entreprise. Toutefois, la meilleure organisation d'une entreprise génère un développement. Donc, les jeunes vont venir acquérir les conseils

entreprise privée », a indiqué Guylaine Ondzé Mbani, présidente de l'AIDD. Le cadre réservé a été un lieu d'échange et d'information pour tous créateurs et futurs dirigeants d'entreprise ayant un véritable besoin de se fédérer en réseaux sociaux, sectoriels ou géographiques. C'est autour de différents pôles que les débats et échanges thématiques étaient focalisés pour faire connaître la diversité, les caractéristiques et perspectives de l'employabilité des jeunes.

Plusieurs exposés ont été faits pour permettre aux jeunes élèves à découvrir les notions de la vie active et aider les personnes à la recherche d'emplois à trouver des postes correspon-

dant à leurs attentes.

C'est finalement autour du pôle éducation-emploi, qui a attiré plus d'attention que, les universitaires et les responsables d'entreprises ont fait plusieurs propositions : la professionnalisation des formations universitaires, l'initiation des tout-petits à la langue anglaise et à l'outil informatique dès l'école primaire. « L'anglais et l'informatique sont favorables à l'ouverture des portes de l'emploi des jeunes. Il faudrait qu'on commence par l'informatisation de nos écoles en offrant par exemple les ardoises informatisées selon les niveaux des élèves. Il faut aussi reformer les écoles privées », a proposé Scholastique Dianzinga, historienne à l'université Marien Ngouabi.

Au sujet des formations universitaires dans les instituts privés du Congo, les universitaires et les responsables d'entreprises ont souhaité que l'Etat subventionne ces écoles de formation et leur impose un rigoureux cahier de charges.

Selon eux, ce sévère cahier de charges devrait prendre en compte : le rythme des enseignements, le volume horaire, les cours pratiques dans les laboratoires, les commissions d'homologation et de validation des diplômes, les rythmes d'évaluation des unités de valeur, la rigueur de l'assurance qualité, la paie des enseignants et éviter la massification des effectifs d'étudiants.

Rappelons que l'Association initiative d'aide au développement organise depuis 2008 les éditions du salon d'entreprise.

F.I.

COOPÉRATION CONGO/CUBA

Des accords envisagés dans les domaines de l'enseignement de base et l'éducation civique

Conscient de l'expérience cubaine en la matière, le ministre congolais de l'Enseignement primaire et secondaire, de l'alphabétisation, de la jeunesse et de l'éducation civique, Anatole Collinet Makosso, qui a séjourné dans l'île de Cuba en décembre dernier, a posé les jalons d'un partenariat entre les deux pays en ces domaines.

Pendant son séjour d'une semaine en terre cubaine, la délégation congolaise a eu des entretiens avec des autorités cubaines, parmi lesquelles la ministre de l'Éducation nationale, le Dr C. Ena Elsa Vélazquez Cobiela. En effet, au cours d'une cérémonie de réception par la partie cubaine, le système national éducatif cubain a été déroulé tout en mentionnant la commémoration de la journée des éducateurs, célébrée chaque mois de décembre dans tout le pays. Une célébration à laquelle Anatole Collinet Makosso et sa suite ont pris part.

Selon des explications, le système éducatif cubain a connu des transformations importantes qui ont abouti à la réforme de l'enseignement en décembre 1959 dont la campagne d'alphabétisation qui a duré un an, a été la plus radicale. Il s'agit notamment du programme « Yo, si puedo » : « Oui, je peux, moi » et « Yo, si puedo seguir » : « Oui, je peux continuer, moi ». En effet, ce programme est une conception cubaine pour contribuer aux pro-

cessus d'alphabétisation et d'éducation de base de la population jeune et adulte. Il a été déjà expérimenté dans trente pays, en anglais, portugais, espagnol, mais pas encore en français.

En dépit de l'atteinte de tous les objectifs de l'EPT en 2015, Cuba recherche encore des méthodes alternatives avec la participation de tous, à travers un processus permanent de perfectionnement. Ce qui implique la formation des enseignants pour venir à bout de ce déficit, dont l'une des solutions est l'utilisation des enseignants retraités et des étudiants. « Les échanges entre Anatole Collinet Makosso et la partie cubaine ont porté sur le pourcentage de réussite des jeunes et du devenir des recalés à l'examen final. Il s'avère que ces derniers forts de la formation intégrale reçue sont insérés dans le marché du travail, car l'Etat cubain met un grand accent sur la planification scolaire en veillant à l'adéquation du couple formation-emploi », indique le rapport de mission.

Quelques axes retenus

Au terme des échanges, les deux parties ont convenu, dans le domaine de l'alphabétisation, de la poursuite du travail amorcé, notamment de l'arrivée au Congo en mars et avril de cette année, de trois experts cubains. Le but étant

de faire un diagnostic de l'alphabétisation, en vue d'en concevoir un programme dès le début du deuxième trimestre 2016. S'agissant du déficit en enseignants de sciences au lycée, il est envisagé l'utilisation des jeunes volontaires congolais en prenant des diplômés sans emploi. Pour ce faire, deux éléments de collaboration ont été retenus : engager des formateurs (deux ou trois experts cubains) qui viendront au Congo, renforcer sur place les capacités des enseignants congolais.

Quant au déficit en matériel didactique au collège et lycée, l'aide de Cuba serait nécessaire pour identifier les besoins du Congo, sur la base des programmes en cours. Le Congo pourrait également renforcer les capacités du personnel de l'INRAP dans la conception et la fabrication du matériel didactique. Concernant le déficit en enseignants d'espagnol, il a été projeté l'envoi de cinquante jeunes congolais pour une formation accélérée d'un ou de deux ans afin d'approfondir leurs connaissances en langue espagnole dans les instituts cubains. Pour exhumer, enfin, les valeurs républicaines à l'image du mouvement national des pionniers, le Congo se propose d'envoyer quinze jeunes à Cuba afin de relancer le processus de sensibilisation et d'intériorisation des valeurs républicaines dès octobre 2016.

Parfait Wilfried Douniama

AFRIQUE-AGENDA 2016

La réduction des conflits et la promotion de la stabilité auront une place de choix

Selon une étude du cabinet de gestion des risques mondiaux, Control Risks, en 2016, les gouvernements africains devront faire preuve de persévérance pour supporter les pressions électorales, constitutionnelles et financières auxquelles ils seront soumis dans toute la région.

Les changements de prise de pouvoir politique qui ont eu lieu au cours des élections de 2015 au Nigeria et au Burkina Faso ne se poursuivront pas en 2016, indique le cabinet. Control Risks s'attend à ce que le ralentissement de la croissance qu'a subi l'ensemble du continent en 2015 en raison de la chute des prix des produits de base, d'une vague de dépréciations monétaires, de la détérioration des termes de l'échange et des restrictions sur l'accès au marché des devises se poursuivent au cours des premiers mois de l'année 2016.

Avant une reprise modeste engendrée par un rétablissement relatif des prix des produits de base et le début de la diversification des économies. La fréquence de la violence liée aux élections, l'extrémisme et les attaques terroristes, la piraterie maritime, en particulier dans le Golfe de Guinée, et la criminalité dans la région continueront à représenter une menace pour la stabilité. En raison des interconnexions étroites entre les pays d'Afrique occidentale, il est probable que le nombre de conflits dépassant les frontières augmente, comme le combat contre Boko Haram qui a franchi les frontières du Nigeria pour atteindre le Tchad et le Cameroun. Cet état de fait signifiera que la réduction des conflits et la promotion de la stabilité tiendront une place de choix dans l'agenda des décideurs politiques de la région en 2016.

« Même si nous pensons qu'en 2016 les gouvernements survivront aux pressions qu'ils subissent, la tension et l'instabilité pourraient s'accroître pendant les périodes sensibles comme les élections et pendant que les environnements politiques qu'ils mettent en place évoluent », a expliqué le directeur général senior de Control Risks Afrique occidentale, Tom Griffin.

Précisant que « cela nécessitera que les investisseurs saisissent pleinement les moteurs du changement et leur potentiel d'impact sur l'environnement commercial et qu'ils soient préparés aux changements de position et de stratégie ».

Noël Ndong

FONDATION BRASCO, POUR UN SOUTIEN A LA VILLE DE DOLISIE, VILLE PROPRE.



La ville de Dolisie a créé depuis 2012 un partenariat avec l'ONG "Gret" dans le secteur de la collecte des déchets solides grâce à un projet appelé "PROMAISS", financé à 66% par l'Union européenne et à 15% par la ville.

Ce projet consiste à créer des conditions durables pour l'amélioration de l'accès au service de gestion des déchets aux populations de Dolisie en mettant en place un dispositif de ramassage des déchets ménagers et à la construction d'une

Alors que le COP 21 se clôture à Paris permettant ainsi au monde entier à se pencher sur la question climatique, la FONDATION BRASCO a une fois de plus montré son attachement à la protection de notre environnement et à l'équilibre de notre écosystème, en faisant un don de 10 moto-bennes à la ville de DOLISIE. C'est un appui considérable au projet d'assainissement visant à organiser la collecte et le traitement des déchets ménagers de la ville de DOLISIE.

plateforme de transfert de ces déchets dont pourraient bénéficier 25 000 foyers en attendant une extension à toute la ville de DOLISIE.

La FONDATION BRASCO a une fois de plus, dans ses actions de protection de notre environnement, répondu favorablement à l'appel de Monsieur le Président du Conseil départemental et Municipal, député Maire de la ville de Dolisie, Yves DIOKOUANDI en apportant sa pierre à l'édifice en offrant, le 10 décembre dernier, 10 moto-bennes, ainsi que des tenues de travail complètes (tenues, bottes, masques et gants) pour le personnel de service afin de contribuer à l'assainissement de la ville. La cérémonie s'est déroulée en présence de représentants du Préfet du Niari, de l'Administrateur Maire de la ville de Dolisie, du Vice-Président de la

FONDATION BRASCO, Joseph NIAMA, et des sages de la région du Niari.

Ce matériel vient en complément des 8 moto-bennes déjà en fonction acquis par le financement de l'Union européenne. Nous osons croire qu'avec ce matériel, les capacités opérationnelles des équipes d'assainissement de la ville de Dolisie seront renforcées et impacteront de plus en plus la qualité sanitaire de celle-ci, donc de celle des consommateurs des produits BRASCO.

La ville de Dolisie compte désormais 18 motos-bennes de transports de déchets ménagers, ainsi que la première aire de transfert de déchets de l'Afrique centrale.

Antony J.

RWANDA

Washington désapprouve la candidature de Paul Kagamé à la présidentielle de 2017

Dans un communiqué, le Département d'Etat américain a exprimé sa désapprobation face à la décision prise par l'actuel président rwandais, Paul Kagamé, annonçant le jeudi 31 décembre dernier son intention de briguer un 3^e mandat en 2017.

La révision de la Constitution rwandaise qui devra permettre à Paul Kagamé de se représenter à cette prochaine élection présidentielle est fortement critiquée par certains Américains. Et même si le président rwandais a quelques soutiens au sein de la classe politique américaine, le gouvernement des Etats-Unis qui se dit « profondément déçu » de son intention, a tenu à rappeler que « les alternances politiques sont essentielles pour consolider la démocratie ». Les dirigeants américains ont exprimé leur préoccupation « face à des changements qui ont pour objectif de servir un individu au dépens du principe d'élections libres ». « Le président Kagamé rate une occasion historique de renforcer les institutions démocratiques pour lesquelles le peuple rwandais s'est battu pendant 20 ans », a-t-on souligné.

Parmi les dirigeants américains hostiles à l'intention de Paul Kagamé de briguer un 3^e mandat présidentiel figure aussi le président de la commission des Affaires étrangères de la chambre des représentants des Etats-Unis, Ed Royce. En effet, depuis quelque temps, il n'a cessé de demander au département d'Etat d'instaurer des sanctions contre Paul Kagamé et son gouvernement. Ed Royce considère le régime actuel rwandais comme un frein à la démocratie.

Lors du récent référendum au Rwanda sur la Constitution, la quasi-totalité des Rwandais ont approuvé la révision du texte qui permet dorénavant à Paul Kagamé d'être élu en 2017 pour un mandat de sept ans, puis de briguer par la suite deux mandats de cinq ans. La révision de la Constitution au Rwanda avait été fortement critiquée par la communauté internationale. Les Etats-Unis, en tête de cette initiative appelaient Paul Kagamé à quitter le pouvoir en 2017.

Nestor N'Gampoula

DÉCHÉANCE DE LA NATIONALITÉ

Rachid Nezzah appelle la France à assumer ses champions Zidane, Benzema, et ses terroristes, Merah, Kouachi

Le président français, François Hollande, a annoncé devant le congrès à Versailles, suite aux attentats du 13 novembre, la déchéance de la nationalité française à tout français ayant une double nationalité et reconnu coupable d'actes terroristes créant une différence entre les Français qui n'ont que celle-là et ceux qui en ont une autre

Lors de ses vœux pour l'année 2016, François Hollande est resté ferme sur son intention en annonçant « une révision de la Constitution pour (...) déchoir de la nationalité française les individus condamnés définitivement pour crime terroriste », donnant libre cours au Parlement de décider.

Candidat à la primaire à droite pour la présidentielle de 2017, Alain Juppé estime que cette réforme est inutile tant « son efficacité sera faible, voire nulle », car elle ne permettra pas de prévenir de nouveaux actes terroristes, et elle ne dissuadera « aucun djihadiste de se faire sauter ». Il considère plutôt que c'est un coup politique de François Hollande « pour semer de la

confusion dans le débat ».

Alain Juppé sait de quoi il parle. En effet, la déchéance de la nationalité française pour terrorisme a été rendue possible alors qu'il était Premier ministre (1995-1996), suite à une série d'attentats sur le sol français.

Directeur de recherches au CNRS, Patrick Weil a indiqué que l'article 23-7 du code civil français prévoit depuis le 2 novembre 1938, la possibilité de déchoir de la nationalité un Français qui possède une autre nationalité. En gros, l'extension de la déchéance de nationalité proposée par François Hollande est déjà inscrite dans le droit. Mais Patrick Weil fait une nette différence entre la « perte » et la « déchéance » de nationalité et se pose la question de savoir si un terroriste se « comporte comme le national d'un pays étranger ».

Suite à la volonté de la France de retirer la nationalité française aux bi-nationaux nés en France, le président du parti algérien MJC, Rachid Nekkaz, qui a abandonné sa nationalité française en 2013, vient

demander à l'Algérie de retirer la nationalité algérienne aux djihadistes bi-nationaux nés en France, en cas de modification constitutionnelle en France « au nom du principe de réciprocité ».

En clair, pour Rachid Nekkaz, son pays n'acceptera jamais d'être « la pouvelle citoyenne » des Français, nés en France, éduqués en France et élevés au biberon des valeurs de la République française et rejetés par cette même France ». Il invite la France à assumer tous ses enfants, qu'il s'appelle Zidane, Benzema, Merah ou Kouachi « pour le meilleur et pour le pire ». « La France doit garder chez elle ses champions et ses terroristes », a conclu Rachid Nekkaz.

Le projet de loi qui se prépare en faveur de la déchéance de la nationalité aux bi-nationaux nécessite, pour être adopté, l'approbation des trois cinquièmes du Parlement réuni en congrès. Selon de récents sondages, près de neuf Français sur dix sont favorables à cette mesure.

Noël Ndong

COMMUNIQUE DE PRESSE

Chevron annonce la première production du développement de Lianzi aux larges des côtes de la République du Congo et de la République d'Angola.

SAN RAMON, Californie, le 2 novembre, 2015 – Chevron Corporation (NYSE: CVX) a annoncé que sa filiale, Chevron Overseas (Congo) Limited, a commencé la production de pétrole et de gaz à partir du champ de Lianzi, situé dans la zone d'unitization offshore entre la République du Congo et la République d'Angola.

Situé à 65 miles (105 km) au large des côtes à une profondeur approximative de 3 000 pieds (900 mètres) d'eau, le projet

Lianzi est le premier actif opéré par Chevron en République du Congo et le premier projet de développement pétrolier transfrontalier au large des côtes de l'Afrique centrale. La production attendue de ce projet sera en moyenne de 40 000 barils de brut par jour. « Cette étape démontre que nous continuons à faire des progrès réguliers dans la réalisation de grands projets de développement », a dit Jay Johnson, vice-président du Comité Exécutif de l'Amont Pétrolier, Chevron Corporation. « Nous avons la plus grande liste de grands projets d'investissement de l'industrie, qui fourniront une valeur et un accroissement de production considérables. »

« En tant que premier développement énergétique offshore

franchissant les frontières nationales de la région de l'Afrique centrale, Lianzi représente une unique approche de coopération pour le partage des ressources et pourra servir de modèle pour le développement de champs transfrontaliers similaires entre deux pays », a expliqué Ali Moshiri, président de Chevron Exploration et Production, Afrique et Amérique Latine.

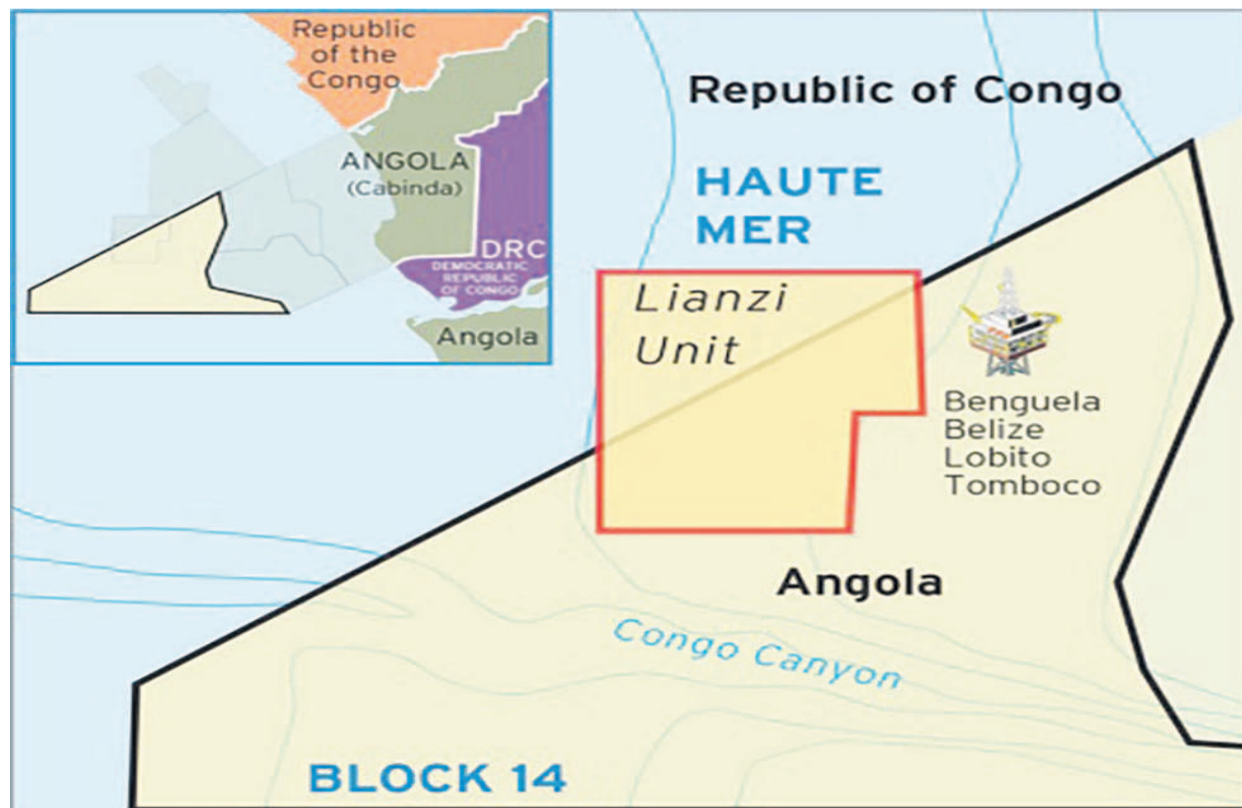
Le champ, découvert en 2004, comprend un système de production sous-marine et 27 miles (43 km) de conduite chauffée électriquement, la première de son genre à cette profondeur d'eau. Le système transporte le pétrole du champ à la plate-forme de Benguela Belize-Lobito Tomboco dans le Bloc 14 en Angola et utilise un système de chauffage électrique direct (DEH) pour assurer l'écoulement de fluide dans une large variété de conditions.

Chevron Overseas (Congo) Limited est l'opérateur du champ Lianzi et détient 15,75 pour cent de participation, aux côtés de sa filiale Cabinda Gulf Oil Company Limited (15,5 pour cent), Total E&P Congo (26,75 pour cent), Angola Block 14 BV (10 pour cent), Eni (10 pour cent), Sonangol P&P (10 pour cent), SNPC (la société nationale pétrolière du Congo, 7,5 pour cent) et GALP (4,5 pour cent).

Chevron Corporation est l'une des principales compagnies énergétiques internationales intégrées. La société participe pratiquement à chaque facette de l'industrie énergétique. Chevron recherche, produit et transporte le pétrole brut et le gaz naturel ; raffine, commercialise et distribue les carburants et lubrifiants ; fabrique et vend les produits pétrochimiques et additifs ; génère de l'électricité et produit de l'énergie géothermique ;

Et élabore et déploie des technologies qui améliorent la valeur dans tous les aspects des opérations de la société. Chevron est basée à San Ramon, Californie.

Pour de plus amples renseignements, prière de consulter le site www.chevron.com.



CENTRAFRIQUE

Laurent Fabius salue le bon déroulement des élections

Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a salué le bon déroulement des élections en Centrafrique et la mobilisation des citoyens ayant fait le déplacement en masse, le 30 décembre, pour élire leur président et leurs députés.

« La France fait confiance aux Centrafricains pour aller au bout de ce processus. Elle rend hommage à l'action de la Présidente Samba-Panza et aux autorités de transition qui ont supervisé le scrutin », a déclaré Laurent Fabius. Aucun incident grave n'ayant été constaté, on peut d'ores et déjà dire que la tenue de la présidentielle et des législatives a été un succès.

Pour Martin Ziguélé, l'un des favoris, « les enjeux de ces élections, c'est la reprise en mains du destin de notre pays. Parce que nous n'avons que des problèmes graves ». Pour Anicet Georges Dologuélé, l'autre candidat sérieux « ce vote est important pour en finir avec la souffrance des Centrafricains ». Et pour Karim Meckassoua, l'autre prétendant à la magistrature suprême: « les enjeux de ces élections, c'est la sécurité et la paix ». Il a souhaité que « la désorganisation ne puisse pas entacher la sincérité du résultat ». Si la tenue des élections est jugée précipitée, elle est une source d'espérance. Trente candidats étaient en lice pour briguer la magistrature suprême. Le chef militaire de la Mission de l'ONU qui supervisait le vote, le général sénégalais Balla Keita, a déclaré: « on a fait un miracle dans un pays en guerre ».

Des résultats provisoires seront connus dans les prochains jours et la Cour constitutionnelle a 15 jours pour proclamer les résultats définitifs.

Plusieurs fois reporté, ce scrutin permet de sortir de trois ans d'affrontements intercommunautaires entre chrétiens et musulmans, qui ont fait plusieurs dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de réfugiés et de déplacés à cause des exactions.

Noël Ndong

Parfait Onanga-Anyanga qualifie les scrutins du 30 décembre de « succès incontournable »

Les résultats partiels de l'élection présidentielle en Centrafrique donnaient jusqu'à lundi matin Faustin Archange Touadéra, l'ancien Premier ministre de François Bozizé, largement en tête sur un quart des électeurs inscrits devant Anicet Georges Dologuélé, l'un des favoris. En attendant les résultats définitifs, le chef de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation en Centrafrique (Minusca) a appelé les Centrafricains à attendre la proclamation des élections dans le calme.

Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la République centrafricaine, Parfait Onanga-Anyanga, a apprécié le déroulement des élections présidentielle et législatives du 30 décembre qui, selon lui, ont été « marquées par une participation massive des électeurs centrafricains ».

Le chef de la Minusca a encouragé les Centrafricains

à aller jusqu'au bout de ce processus qui vise l'élection de nouvelles autorités. « Il tient à exprimer la volonté de la communauté internationale à accompagner les futures autorités dans leurs efforts vers plus de sécurité, une meilleure gouvernance et la mise en place de programmes de développement socio-économiques qui puissent bénéficier à tous les Centrafricains », selon un communiqué.

Evoquant la nécessité de vivre en paix, Parfait Onanga-Anyanga a souligné qu'un dialogue plus profond entre les Centrafricains sera indispensable pour avancer sur la voie de la réconciliation nationale, « un objectif qui ne pourrait être atteint sans s'attaquer avec courage et détermination au fléau de l'impunité ». Pour ce faire, il a appelé à la vigilance face aux ennemis de la paix

qui, bien que minoritaires, « gardent une capacité de nuisance ».

Le représentant spécial a réaffirmé que la Minusca et la famille des Nations unies « resteront aux côtés des autorités de la transition, sous la conduite du chef de l'Etat de la transition, jusqu'au terme de leur mandat ». Il s'est réjoui de leurs efforts qui ont conduit à l'organisation effective de la consultation du 13 décembre et des scrutins du 30 décembre, ainsi que pour l'ensemble de leur mandat.

« La Minusca continuera de jouer son rôle de catalyseur de l'appui international pour une réponse coordonnée et soutenue aux besoins de paix, de justice et de développement durable au profit de la République centrafricaine », conclut Parfait Onanga-Anyanga.

Nestor N'Gampoula

K/A Kouillon Assistance Conseil Congo

Recherche pour son client, important groupe international, leader en logistique et transport, fortement implanté en Afrique, un Responsable finance shipping

Rattaché au Directeur Shipping, vous aurez en charge le département compte d'escale et facturation. Vous serez l'interlocuteur principal de la Direction des Finances, et aurez pour mission les tâches suivantes :

- Manager le personnel du département compte d'escale et facturation incluant cotation, compte d'escale, facturation et recouvrement shipping
- Assurer l'approvisionnement des escales et recouvrement des coûts additionnels des navires
- Superviser l'équipe Cost control
- Réaliser des cotations aux clients armateurs
- Proposer des règles de gestion et d'optimisation auprès de la Direction Finance / Shipping
- Proposer, élaborer et diffuser des tableaux de bord d'analyse et de pilotage de l'activité
- S'assurer que le processus de facturation est correctement réalisé
- Participer activement à la démarche hygiène, sécurité, santé, environnement, qualité, développement durable de la société

Titulaire d'un bac+5 minimum en Economie ou Finance, avec une expérience de 5 ans dans une société internationale de transport maritime.

Vous êtes volontaire, rigoureux, réactif & dynamique. Votre ouverture d'esprit vous rend adaptable et ouvert aux changements. Votre empathie vous rend flexible et doué dans les relations humaines, pour construire des liens de confiance avec les interlocuteurs de la société et les clients. Vous avez le sens des responsabilités et du travail en équipe. Démontrant une grande capacité de travail, d'analyse et de synthèse, vous savez rendre compte et vous impliquer afin de renforcer et développer les compétences de votre équipe.

Vous avez, idéalement, une première expérience dans le shipping et une bonne maîtrise de la finance et gestion. Vous avez, sur vos précédents postes, géré des équipes.

La maîtrise de l'anglais est obligatoire. Vous devez démontrer de votre parfaite maîtrise d'Excel (fonctions avancées, tableaux croisés dynamiques,...)

Vous vous reconnaissez dans ce profil ...

Envoyez votre candidature

(CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée du diplôme le plus élevé, en pdf), **uniquement par mail** sous la réf n° ABL/RFS/12/2015 à l'adresse suivante kacc.carriere@yattoo.com, **avant le 04/01/2016**

Les candidatures incomplètes seront automatiquement écartées du processus. »

Kouillon Assistance Conseil Congo - BP 1186 - Pointe Noire
RCCM : CG/PNR/ 12B329 - NIU M2012110001053095

NÉCROLOGIE

Les familles Mandoumou, N'dembi, Dinghat, Bibaloud, Koumbhat et frères ont la profonde douleur de vous annoncer



le décès de leur fille, nièce, petite fille, Mlle Eléonore Mandoumou-Mangondo, en date du 21/12/2015, à l'hôpital René Huguenin à Saint Cloud (92), France.

Le départ de la dépouille mortelle pour Pointe-Noire, au Congo, est prévu pour le 06/01/2016.

Le programme des obsèques sera communiqué sur place. Dieu a donné!

Dieu a repris!
Que son âme repose en paix.

Daniel Milandou « Le Bon », Ignace Sangui Mazikou, Mme Banzouzi née Ngiamboudi Denise, Suzanne Bantsimba, les enfants Loukombo et toute la famille Kinsoudi kiaku Mpounga ont la profonde douleur d'annoncer aux amis, connaissances et tous les ressortissants du village Lemba manianga, du décès de leur frère, oncle et père Fernand Loukombo « Saye », ancien financier à l'hôtel Le Méridien de Brazzaville, la Clinique Cogemo et comptable au Fond d'action mutuelle « FAM ». Décès survenu le mercredi 30 décembre 2015 à 9h30 à Brazzaville des suites d'une longue maladie. La veillée mortuaire à lieu au n°46, rue, Mafouta Sébastien vers la Case De Gaulle à Bacongo. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement. La famille Kinssoundi kia ku Mpounga.



FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Coupe de France, 32^e de finale

Yven Moyo a mis Concarneau sur les voies du succès en obtenant le penalty du 1-0 face au TA Rennes (21^e). Victime d'une béquille sur l'action, il a cédé sa place à la pause, par précaution, alors que le score était de 2-0. Ses coéquipiers finissent le travail en'emportant 3-0 et continuent le parcours parfait des Thoniers, actuels leaders de leur groupe de CFA.

Sans Prince Oniangue, resté sur le banc, Reims est humilié par Chambly (1-4). L'année 2015 débute mal pour le Stade de Reims, mal classé en Ligue 1.

Mauvaise soirée également pour Chris Malonga et Laval, éliminés par les amateurs de Granville (CFA 2) sur le score d'un but à trois. Titulaire au coup d'envoi, le milieu offensif, dont le départ au mercato est évoqué, a été remplacé à la 32^e... Dur, dur. Sans Fodé Doré et Arnold Bouka Moutou, convalescents, Angers se qualifie aux dépens de Besançon (3-1), club de CFA 2. Au stade Bauer de Saint-Ouen, le Blanc-Mesnil de Mignon Ndingha recevait le FC Nantes de Jules Iloki. Si ce dernier était remplaçant, le gardien congolais était bel et bien titulaire dans les cages des amateurs de Division d'honneur. L'ancien pensionnaire

du CNFF n'a eu besoin que d'une minute pour toucher son premier ballon, avant d'être sauvé par son poteau (9^e). Attentif à la 16^e, il s'incline une première fois à la 39^e minute avant d'éviter le 2-0 à la 42^e.

Sous le regard attentif d'Isaac



Yven Moyo a obtenu un penalty, généreux, avant de sortir à la pause en raison d'une béquille reçue sur l'action (droits réservés)

N'Gata, qui a profité de ses congés en France pour aller rencontrer Jules Iloki, l'ancien gardien de Villemomble se couche bien sur un coup-franc de Lenjani (60^e), mais ne peut rien faire face à Adryan (2-0, 67^e).

A la 71^e, Iloki a fait son apparition sur la pelouse dionysienne et s'illustre par un bon centre à la 92^e pour Bammou.

Amine Linganzi n'était pas dans

le groupe de Fréjus-Saint-Raphaël, difficilement battu par Bordeaux (2-3). Écarté du groupe par Pilorget, l'ancien joueur de Blackburn n'a, semble-t-il, pas profité du changement d'entraîneur pour regagner sa place dans l'équipe.

Bevic Moussiti Oko n'était pas dans le groupe de Dunkerque, défait après prolongations par Troyes (3-4).

Yhoan Andzouana n'était pas convoqué lors du carton de l'AS Monaco face aux amateurs de Saint-Jean-Beaulieu (10-2).

Durel Avounou n'était pas dans le groupe de Caen, opposé à l'Olympique de Marseille ce dimanche soir.

Remplaçant, Christopher Mabou-

lou est entré à la 80^e lors de la qualification de Bastia face à Sedan (2-0).

Sans forcer son talent, Niort (Ligue 1) l'emporte à Moulins (CFA) sur le score de 2-1. Fernand Mayembo, qui a signé son premier contrat pro avec les Chamois, n'était pas dans le groupe.

Angleterre, 25^e journée, 4^e division

Deuxième succès de rang pour Dagenham et Clevid Dikamona, titulaire à droite d'une défense à trois, sur le terrain d'Exeter City (2-1). Dagenham est 22^e et premier non-relégable avec deux points d'avance sur Yeovil Town.

Ecosse, 19^e journée, 2^e division

Hibernian bat Raith Rovers (1-0) avec Dominique Malonga, titulaire et auteur d'une frappe au-dessus de la barre à la 31^e journée. Distancé de trois points par les Rangers, Hibernian est doublé par Falkirk à la différence de buts (+21 contre +18).

Espagne, 18^e journée, 1^{re} division

Sans Thievy Bifouma, en instance de départ, Grenade bat le FC Séville (2-1). Steven Nzonzi n'était pas dans le groupe sévillan pour ce match.

Espagne, 19^e journée, 3^e division

La réserve de Getafe débute l'an-

née 2016 par un probant succès face au CD Mensajero (3-0). Une victoire importante pour Philt-zérald Mbaka et ses coéquipiers qui doublent leur adversaire du jour et son désormais 18^e, avec 3 points de retard sur le 16^e, premier non relégable.

Grèce, 16^e journée, 1^{re} division

Bernard Itoua était titularisé dans l'axe gauche de la défense de Plataniás, qui recevait l'AEK Athènes. Un peu court sur le centre qui amène le premier but, il est responsable du second, consécutif à une relance contrée (30^e). Battu par Djebbour, mais sauvé par l'arbitre qui siffle un hors-jeu inexistant à la 73^e, il ne lui manque que quelques centimètres sur le centre de Galo, conclu par la tête gagnante de Djebbour (3-0, 81^e). Un match à oublier pour l'international congolais et pour Plataniás, 11^e avec seulement 2 points d'avance sur la zone rouge.

Israël, 17^e journée, 1^{re} division

Remplaçant, Mavis Tchibota est entré à la pause lors de la défaite de l'Hapoel Kfar Saba sur le terrain du Maccabi Petah Tikva (0-2). Avec cette 7^e défaite de la saison (pour 7 nuls et 3 succès), Kfar Saba est désormais 13^e et avant dernier avec 16 points.

Camille Delourme

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

La Fondation Perspectives d'Avenir, a le plaisir de vous informer du lancement des formations en conduite et sécurité routière.

Près de dix mille (10.000) candidats issus des neuf (9) arrondissements de la ville de Brazzaville ont été retenus.

Les candidats seront contactés et orientés vers les différents centres de formation.

Fait à Brazzaville, le 29 décembre 2015

MESSAGE DE VŒUX

Joseph Kabila entend promouvoir un processus électoral crédible et apaisé

Le chef de l'État a fait le serment de continuer au cours de l'année 2016 à œuvrer sans relâche à l'amélioration des conditions de vie de tous ses concitoyens.

Le message de vœux présenté à la nation par le président de la République le 31 décembre dernier et diffusé sur les antennes de la télévision nationale a été marqué par les assurances données aux Congolais quant à l'amélioration de leurs conditions de vie cette année. À l'endroit de toutes les victimes des calamités naturelles qui se sont abattues sur le pays ces derniers mois et de tous ceux qui ont connu diverses infortunes, Joseph Kabila a émis le vœu de « voir la flamme de l'espoirance se rallumer à nouveau dans leur vie avec le concours des pouvoirs publics ». Aussi le social occupera-t-il encore cette année une place de choix dans l'action gouvernementale avec, à la clé, la poursuite des efforts entrepris dans le cadre de la croissance économique et de la modernisation des infrastructures de base dans tous les secteurs de la vie nationale.

Ce double effort, à en croire Jo-



Joseph Kabila

seph Kabila, continuera à jaillir sur le social des populations à travers la création des nouveaux emplois, l'augmentation du pouvoir d'achat des masses laborieuses, l'amélioration des soins de santé pour tous et celles des conditions de scolarisation des

enfants. Et plus les ressources seront mobilisées au travers d'une bonne gestion avec, pour effet, la transformation de l'environnement physique de nos villes et de nos campagnes, sur fond d'une mise en valeur des ressources potentielles, il est clair que la vie

des Congolais s'en trouvera améliorée. Ce défi du développement, a-t-il martelé, impose des efforts dans tous les secteurs de la vie nationale. À la fin, a-t-il ajouté, l'indice du développement humain en RDC sera nettement amélioré. Une fois encore, le chef de l'État

a fait le serment de continuer au cours de l'année 2016 à œuvrer sans relâche à l'amélioration des conditions de vie de tous ses concitoyens et de leur sécurité en vertu des prérogatives qui lui sont reconnues par la Constitution et les lois de la République.

Sur le plan politique, il a martelé sur son engagement à œuvrer pour la promotion d'un processus électoral crédible et apaisé. Là-dessus, il entrevoit 2016 sous de bons auspices en raison du projet de paix et de développement en pleine exécution. Quant aux défis qui attendent le pays cette année, Joseph Kabila a mis en exergue, au plan politique, la nécessité de consolider la paix chèrement acquise. « La responsabilité de la classe politique et sociale du pays est ici engagée à travers le dialogue politique national et inclusif convoqué à cet effet », a-t-il déclaré. Et il a ajouté qu'un consensus devra être trouvé sur les questions qui posent problèmes en vue de jeter les nouvelles bases des scrutins prévus par le calendrier électoral global du 12 février 2015 et dont aucun n'a été réalisé à ce jour.

Alain Diasso

RDC

Campagne pour le dialogue national

La campagne a commencé officiellement dans la grande salle de l'espace Congo loisir située à Gombe. Aucun drapeau d'un parti politique n'a été visible. Ce qui montre, comme l'a souligné son initiateur, Félix Kabange Numbi, qu'il s'agit d'un mouvement citoyen, patriotique et apolitique qui soutient les vertus du dialogue et regroupant toutes les forces vives du pays et les partis politiques aussi bien de la majorité que de l'opposition.

Pour marquer leur soutien à cette campagne, on a vu des membres du gouvernement, des représentants de partis politiques de la majorité et de l'opposition, le secrétaire général du syndicat des médecins du Congo, le délégué des associations de personnes vivant avec handicap parapher la charte de la campagne, signe de leur engagement à la tenue du dialogue national. Les associations des mamans maraîchères, le délégué des enfants de la rue, même les élèves n'ont pas été du reste. Eux aussi soutiennent la campagne « j'aime mon pays la RDC, je soutiens le dialogue ».

« Nous, les femmes vendeuses, nous avons besoin de la paix pour bien vaquer à nos occupations. 90% de femmes sont dans l'informel. S'il n'y a pas la paix, nous ne pourrions pas aller vendre au marché. C'est pourquoi nous soutenons la tenue du

dialogue », a déclaré la représentante des mamans maraîchères. Les enfants aussi ont besoin de la paix. « Nous sommes victimes de tous genres de violence. Nous refusons d'être utilisés par les hommes de mauvaise foi. La guerre nous empêche d'aller à l'école, la guerre nous rend des orphelins. Nous soutenons le dialogue », ont dit les enfants.

Du côté des enfants de la rue, la même déclaration : « Nous n'avons pas besoin de demeurer dans la rue, nous voulons aussi étudier, nous voulons aussi être utiles à la nation. C'est pourquoi nous soutenons le dialogue. Nous ne voulons pas des troubles... ».

Le président du comité stratégique de la campagne, Félix Kabange Numbi, qui a lancé cette campagne patriotique soutient que le dialogue est actuellement le seul cadre où tous les acteurs de la vie nationale peuvent présenter et discuter de toutes les questions relatives aux élections. Malheureusement, a-t-il fait savoir, au moment où le dialogue est convoqué par l'autorité suprême du pays, certains compatriotes préfèrent dire non au dialogue et répondre à une rencontre convoquée par une simple ONG internationale pour décider de l'apocalypse, de la décadence et de la déstabilisation des institutions établies en RDC.

Pour Félix Kabange Numbi, le



Le président de la campagne, Félix Kabange Numbi, et le ministre de l'Économie, Modeste Bahati

dialogue national demeure un impératif qui s'oppose à nous tous. Nous devons, a-t-il martelé, amener nos appréhensions, c'est-à-dire nos craintes, nos doutes, nos inquiétudes sur la table du dialogue. À entendre le président du comité stratégique de la campagne, la liberté d'expression autorise chaque citoyen à s'exprimer pour ou contre le dialogue, mais nul n'a le droit de descendre dans la rue pour détruire notre patrimoine commun. C'est la raison pour laquelle Félix Kabange Numbi lance un appel à la vigilance en demandant au peuple congolais de protéger les acquis

de la reconstruction et de la modernisation du pays, de préserver la paix et la stabilité du pays.

Il a, par ailleurs, invité tout le monde à parler du dialogue national « dans nos familles, dans nos écoles, sur notre lieu de travail, dans nos marchés, nos bus et dans tous les lieux publics. Il n'y aura pas de lieux où cette campagne patriotique ne passe et repasse ». À ceux qui appellent le peuple congolais à la désobéissance, Félix Kabange leur a dit ceci : « Demandez à tout celui qui viendra vous inviter à aller dans

la rue pour détruire de se faire accompagner de sa femme et de ses enfants car il doit donner l'exemple avant de se servir des enfants des autres ». Auparavant, le coordonnateur national de la campagne, Félix Momat, a rappelé qu'il y a des moments où il faut réfléchir sur le passé pour projeter l'avenir. Pour lui, la RDC est dans un moment décisif de son histoire, il faut alors se mettre ensemble pour dialoguer. Une chanson patriotique sur le dialogue a été présentée par Souzy Kaseya.

Aline Nzuzi

PRÉSIDENTIELLE 2016

Moïse Katumbi rejoint officiellement l'opposition

L'ancien gouverneur de la province démembrée du Katanga a annoncé son ralliement à l'opposition politique à moins d'un an d'une présidentielle toujours incertaine attendue en RDC cette année.

L'opposition politique vient d'élargir le cercle de ses membres avec l'adhésion de Moïse Katumbi. L'ancien gouverneur du Katanga vient, en effet, de proclamer solennellement son appartenance au « Front citoyen 2016 », un regroupement politique s'opposant à Joseph Kabila et militant pour le respect strict des délais constitutionnels quant à la tenue de la présidentielle et des législatives. Depuis le 3 janvier le président du TP Mazembe ne fait plus mystère sur son appartenance à l'opposition. Il l'a déclaré sans ambages au cours d'une conférence de presse te-

nue à Lubumbashi en exprimant sa volonté de tout mettre en œuvre, aux côtés de ses pairs du « Front citoyen 2016 », pour empêcher tout glissement du calendrier électoral. L'objectif de cette plate-forme, ainsi qu'il l'a révélé, est d'insister pour que les élections provinciales, législatives et présidentielle aient lieu cette année dans le respect strict des délais constitutionnels. Ce qui requiert la publication urgente d'un nouveau calendrier électoral réaménagé.

Tout en confessant n'avoir adhéré à aucune formation politique après sa démission du parti présidentiel ni d'être tenté par l'idée de créer un nouveau parti politique, Moïse Katumbi est de ceux qui appuient l'idée de présenter un candidat unique de l'opposition à la présidentielle 2016. « J'ai rencontré Félix Tshisekedi. J'ai rencontré beaucoup de



Moïse Katumbi

personnes. J'ai aussi rencontré beaucoup d'opposants au niveau de la province du Katanga. Nous sommes en pourparlers pour avoir un candidat de l'op-

position », a-t-il déclaré sans esquiver le portrait-robot de la personnalité à plébisciter éventuellement. Une tâche qui revient de plein droit à l'opposition appelée elle-même à se choisir librement son candidat. Pour Moïse Katumbi, l'essentiel est d'affirmer d'abord ce principe de candidat unique pour permettre à l'opposition d'unir toutes ses forces autour d'un choix.

Et il ajoute que des pourparlers sont menés pour atteindre cette finalité.

Concernant les stratégies à mettre en place pour obte-

nir la tenue des scrutins aux échéances requises, l'ex-gouverneur du Katanga, qui s'oppose énergiquement au schéma d'une transition susceptible de prolonger le mandat présidentiel au-delà du seuil requis, entrevoit une grande mobilisation de toutes les forces sociopolitiques pour relever ce défi. « Il n'est pas question de violer la Constitution en organisant une transition », a-t-il martelé avant de féliciter tous les compatriotes qui ont participé à la rencontre de l'île de Gorée. « Ils ne doivent même pas avoir peur. Ils sont libres d'aller n'importe où ils peuvent contribuer à l'avancement de notre pays », a-t-il déclaré en réplique aux propos du président de la chambre basse du Parlement pour qui cette réunion cachait un dessein machiavélique de déstabilisation des institutions.

Alain Diasso

PAIEMENTS SOCIAUX DES INDUSTRIES EXTRACTIVES

Un « flou » sur les quatre-vingt dix millions décaissés en 2013 et 2014

La Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco) a invité le Groupe multipartite de l'Initiative pour la transparence de l'industrie extractive (Itie) à mettre en place de toute urgence un mécanisme d'encadrement et de contrôle des projets. Pour arriver à bien évaluer l'impact social «des millions de dollars américains déjà engloutis», la Licoco a exigé l'audit de certains projets.

Depuis 2007, la RDC publie chaque année un rapport sur la mise en œuvre de l'Itie. Classé récemment «Pays conforme», le pays doit maintenir impérativement un bon niveau de transparence dans l'industrie extractive pour continuer à bénéficier de ce statut privilégié. Des voix s'élèvent parmi les organisations de lutte contre la corruption pour mettre en garde contre l'absence d'impact réel des projets sociaux en cours dans les zones minières. En effet, à en croire la Licoco, le niveau d'extrême pauvreté des populations riveraines n'en est plus ou moins qu'une illustration.

Les rapports de l'Itie aident à mieux tracer les paiements reçus des entreprises extractives. De ce fait, ils rendent possible l'évaluation de ces projets et permettent, le cas échéant, de demander des comptes au gouvernement sur leur utilisation. Dans une analyse très critique, la Licoco fait état d'une contrainte majeure. Selon elle, certains projets sociaux prêtent délibérément à confusion. « Nous constatons avec beaucoup d'amertume que les industries extractives contribuent plus dans le cadre des projets étatiques et individuels plutôt que celui des projets sociaux. Des millions de dollars américains sont engloutis dans des projets avec des libellés flous, des projets pour soutenir des structures étatiques ou pour soutenir des animateurs de ces structures mais que l'on fait passer pour des projets sociaux », a-t-elle dit.

Se basant sur les chiffres des rapports Itie 2013 et 2014, la Licoco a identifié le décaissement annoncé d'un peu plus de quatre-vingt dix millions de dollars américains. Cet argent a eu comme principal objectif de financer des projets à impact sur la lutte

contre la pauvreté dans plusieurs secteurs de la vie nationale dont la santé, l'éducation, l'agriculture, le développement communautaire et les infrastructures communautaires. Il y a aussi l'argent mobilisé dans le cadre des contrats chinois sur les infrastructures. « Nous constatons avec beaucoup de regret que le gouvernement de la RDC cherche à justifier les fonds provenant de cet accord. Des routes déjà opérationnelles depuis plusieurs années sont reprises dans le rapport 2013 et 2014 pour justifier les fonds décaissés par la partie chinoise », a poursuivi la Licoco.

Procédant à une évaluation de leur impact, la Licoco constate la même précarité dans les zones minières. Elle déplore des milliers de dollars américains affectés à des projets aux contours très flous. Il y a, par exemple, les 60 000 dollars américains alloués, en 2013, à un projet dénommé « Communauté de Muanda » sans aucune autre indication sur la nature, le lieu, les bénéficiaires et les exécutants du projet. Au cours de la même période, l'organisation identifie un financement de 101 000 dollars américains alloués cette fois au médecin directeur d'un hôpital. Il y a également le cas des 13 000 dollars américains affectés au ministère des Hydrocarbures. Pour la Licoco, ces projets ne revêtent aucunement un caractère social au sens défini par la loi, c'est-à-dire des projets à fort impact sur la lutte contre la pauvreté. Pour rappel, le rapport Itie 2013 indique le décaissement de 1,540 million de dollars américains par les entreprises pétrolières. Leur financement du social a baissé en 2014, passant à 1,486 million. Il s'agit d'une cagnotte destinée essentiellement au Kongo central, à l'ancienne province orientale, au Nord-Kivu et à Kinshasa. Quant aux entreprises minières, le rapport Itie situe leur niveau de financement du social à 40,851 millions de dollars américain. En 2014, il est passé à 46,371 millions de dollars américains USD. Tout le sens de la démarche de la Licoco est d'arriver à bien évaluer l'impact réel de ces projets sur la lutte contre la pauvreté.

Laurent Essolomwa

ÉLECTIONS 2016

Vers un consensus national

Plus que jamais, les Congolais sont astreints à dialoguer pour tirer un trait définitif sur l'impasse politique qui gangrène le pays via des solutions palliatives.

Nombreux sont les Congolais qui se disent inquiets face aux perspectives politiques qui se dessinent en 2016. Alors que le chef de l'État, garant des institutions, ne cesse d'appeler à la paix des cœurs pour que, dans un élan de cohésion nationale, les Congolais tentent un nouveau décollage sur des bases saines, les sceptiques, eux, continuent d'entrevoir l'avenir sous des prismes brumeux. À la base, le flou ou mieux les incertitudes qui entourent le processus électoral avec, à la clé, un manque de lisibilité par rapport aux échéances électorales de 2016. L'année 2015 qui vient de tirer sa révérence n'a hélas pas fait avancer le processus électoral. La Ceni visiblement dépassée ne sait organiser les élections sans intégrer les nouveaux-majeurs, sans penser à ceux qui ont changé d'adresses, sans penser aux Congolais de l'Étranger à qui la loi a accordé la possibilité de voter. En panne d'imagination, la centrale électorale peine, en effet, à confectionner un nouveau calendrier électoral réaliste et consensuel.

Après le rendez-vous manqué des locales attendues désespérément en octobre 2015, les élections provinciales, législatives et présidentielle arpentent elles aussi la voie de l'incertitude quant à leur tenue. Aucune date, aucun programme clair, aucune volonté manifeste pour les organiser dans le délai constitutionnel n'apparaît dans les discours des politiques. À la place, ce sont des insinuations qui prêtent à confusion. S'il n'y a pas un rapprochement entre les parties prenantes au processus électoral pour lui donner une nouvelle direction, le pays court droit vers le mur. D'où sans doute la nécessité du dialogue pour tenter de recadrer les choses en forgeant un consensus national autour des options politiques à lever dans le sens d'apaisement social.

Il s'avère malheureusement que, dans la pratique, les choses ne sont pas aussi simples que cela.

Le spectre de l'affrontement

Le fait qu'une frange importante de l'opposition avec des leaders ayant pignon sur rue continue de faire fi de ce forum national, y voyant une manœuvre destinée à prolonger le bail de Joseph Kabila à la tête du pays, relativise la portée de la démarche. Bien plus, la versatilité de l'UDPS et alliés face à ce forum n'est pas de nature à crédibiliser cette rencontre qui risque de ressembler à une grand-messe de la coalition au pouvoir si jamais l'opposition, la vraie, n'était pas impliquée. Si pour l'UDPS, le dialogue ne doit ni sortir du cadre constitutionnel qui doit être formellement respecté ni donner lieu à une quelconque manœuvre visant à favoriser un glissement du calendrier électoral au-delà des délais constitutionnels, pour le « Front citoyen 2016 », il n'en est pas question. Cette nouvelle plate-forme de l'opposition invite d'ailleurs la population à vaincre la peur pour défendre la légalité constitutionnelle. L'article 64 de la Constitution appelant à la désobéissance civile est même brandi comme ultime recours pour empêcher tout glissement du mandat présidentiel.

Entre-temps, Joseph Kabila n'émet aucun signe de quitter le pouvoir d'ici décembre 2016. À la majorité, l'on se dit prête à parer à toute éventualité. Des marches et contremarches sont annoncées tant à l'opposition qu'à la majorité. Le mois de février, avec la série des manifestations prévues dans les deux camps en soutien ou non au dialogue, tend à annoncer les couleurs de ce qui attend les Congolais cette année. Déjà, le renforcement de la sécurité est symptomatique du danger qui guette le pays à défaut d'un consensus sur les questions majeures touchant le processus électoral. Plus que jamais, les Congolais sont astreints à dialoguer pour tirer un trait définitif sur l'impasse politique qui gangrène leur pays en lui trouvant des solutions palliatives.

A.D.

AFFAIRES SOCIALES ET ACTION HUMANITAIRE

Le gouvernement déterminé à accorder des facilités aux intervenants humanitaires et sociaux

Cela a été clairement ressorti lors de la restitution de l'atelier d'échanges interministériels sur le traitement des dossiers relatifs aux exonérations en faveur des intervenants sociaux, Me Alice Mirimo.

La directrice générale (DG) du Fonds national de promotion et de service social (FNPSS), Me Alice Mirimo Kabetsi, a fait, fin décembre 2015, la restitution de l'atelier d'échange interministériel sur le traitement des dossiers relatifs aux exonérations en faveur des intervenants sociaux et humanitaires tenu en octobre 2015, sur invitation de la ministre des Affaires sociales, action humanitaire et solidarité nationale. C'était au cours de la réunion du Groupe technique de travail du cadre de concertation humanitaire.

Me Alice Mirimo Kabetsi a noté parmi les recommandations majeures découlant de ces assises la modification de la loi n°004/2011 du 20 juillet 2011 et l'élaboration d'un guide des procédures exigées au niveau de chaque service étatique intervenant dans le circuit d'octroi des facilités.

Décision d'apporter des solutions idoines

Dans sa démarche, la DG du



Le secrétaire général Laurent Tchelu Mwenyamali et Me Alice Mirimo Kabetsi

FNPSS, qui a souligné que les exonérations constituaient un droit reconnu aux humanitaires par les lois du pays, a rassuré ces derniers sur la détermination du gouvernement d'apporter des solutions idoines aux problèmes rencontrés dans l'apport de leurs assistances, spécialement en ce qui concerne les exonérations. « Ces solutions sont préconisées en grande partie au niveau du FNPSS, qui est en processus de réforme à cet effet à travers son Plan stratégique et financier 2012-2016 adopté

par le gouvernement et le décret fixant ses statuts », a expliqué Me Alice Mirimo.

La DG du FNPSS a notamment évoqué la mise en œuvre au sein de cet établissement public du guichet unique pour les facilités administratives, fiscales et douanières en faveur des intervenants sociaux et humanitaires et de l'Observatoire de la vulnérabilité sociale, qui sont en phase d'acquisition des matériels informatiques. Elle a également relevé l'appui du FNPSS au gouvernement, principale-

ment le ministère des Affaires sociales, action humanitaire et solidarité nationale, pour sa dotation d'une véritable cartographie de la vulnérabilité sociale et des intervenants sociaux et humanitaires.

Expliquant le bien-fondé de cet atelier d'échanges, Me Alice Mirimo a, en effet, noté que cette démarche découle d'un état des lieux sans complaisance fait par son institution, le FNPSS, dont les recommandations ont été soutenues par le Premier ministre qui, à son tour, avait de-

mandé, au mois de mars 2015, à tous les ministres et services impliqués dans cette question de se concerter pour une mise en cohérence des procédures dans le cadre d'une synergie.

Le secrétaire général des Actions humanitaires et Solidarité nationale, Laurent Tchelu Mwenyamali, a également présenté les avantages de cette démarche pour les membres du Cadre de concertation humanitaire et a exhorté tous les services impliqués, y compris le ministère du Plan, à s'aligner sur les instructions du Premier ministre et du président de la République qui soutiennent déjà ce processus.

Il est noté que les intervenants sociaux et humanitaires font face à plusieurs difficultés dans la recherche des exonérations et autres facilités contenues dans les lois et règlements du pays en rapport avec l'aide humanitaire. Cette problématique préoccupe au plus haut point les autorités du pays, qui veulent préconiser des solutions visant à alléger la souffrance des populations se trouvant dans des situations de nécessité à la suite des déplacements internes et aux cas des catastrophes naturelles ou des crises humanitaires.

Lucien Dianzenza

BANQUES

Miser sur l'avenir

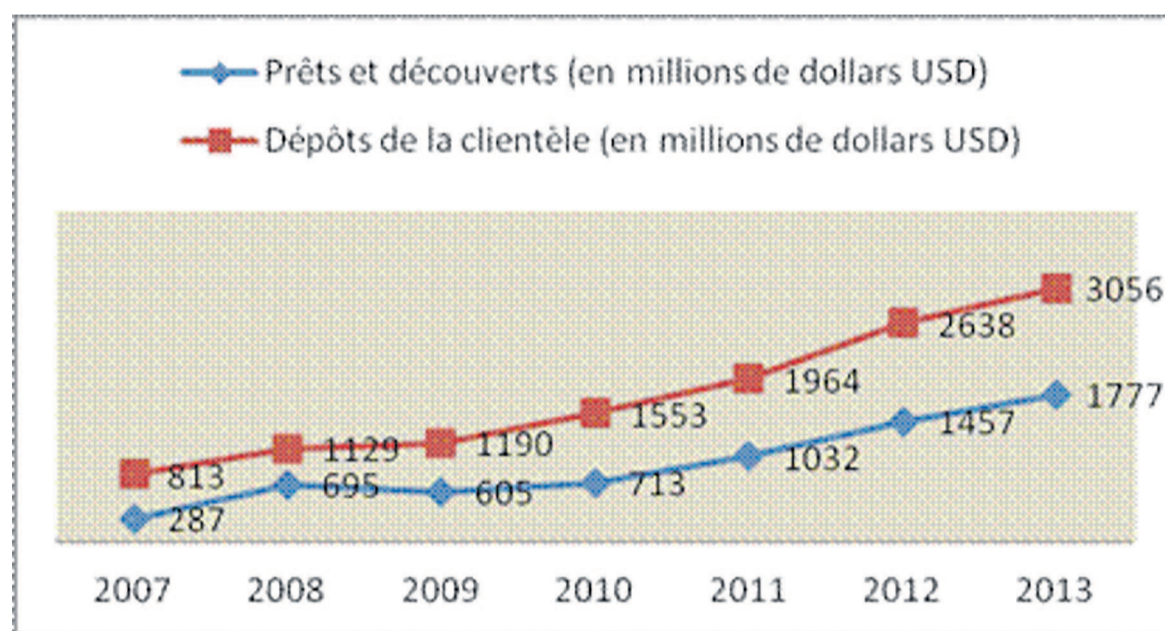
Croissance économique, stabilité du taux de change et niveau historiquement bas du taux d'inflation ; voilà les paramètres qui ont favorisé en 2015 l'essor des banques en RDC. Établi à 6%, le taux de bancarisation du pays reste malgré tout le plus bas de l'Afrique subsaharienne. Toutefois, les tendances pour la fin 2015 sont encourageantes, avec une hausse du crédit bancaire.

Si la Banque centrale du Congo (BCC) a fait état d'une hausse de plus de 20% du crédit bancaire à la fin de décembre 2014, la tendance s'est confirmée au premier semestre 2015. En effet, les statistiques ont signalé une hausse de plus de 12% du crédit à l'économie. Dès lors, le plus grand défi est d'arriver à renforcer l'éducation financière pour espérer capitaliser ce précieux acquis, martèlent les analystes financiers.

Outre des mesures plus protectrices en faveur de l'entrepreneuriat local, beaucoup d'opérateurs du secteur privé sont convaincus aujourd'hui de l'urgence pour l'État et les banques d'accompagner le processus ainsi enclenché.

Selon eux, il est opportun de faire fonctionner un cadre d'échange entre l'État, les institutions financières du pays et le secteur privé. En dehors des initiatives encourageantes comme le certificat délivré par l'État pour faciliter l'accès au crédit de certains acteurs économiques répondant aux normes établies par le gouvernement, beaucoup d'analystes souhaitent voir la création d'une véritable centrale de risques pour la sécurité des entrepreneurs congolais par la BCC.

Pour 2016, la principale cible des banques est la PME. Ailleurs, c'est ce secteur qui fournit l'impulsion nécessaire au développement de l'économie locale. Mais le crédit bancaire alloué à ce secteur d'activité est resté très faible en RDC, à peine 1% il y a peu. L'on comprend dès lors l'urgence de multiplier les contacts entre les banques et les PME pour permettre aux deux partenaires de mieux se connaître et d'établir de nouvelles bases de travail qui seront empruntées, espère-t-on déjà, de plus de créativité. Par exemple, l'on prône un meilleur accompagnement des entrepreneurs déjà actifs dans des sec-



Évolution du crédit (source Association congolaise des banques)

teurs à forte concurrence. Désormais, il est exigé à la vingtaine de banques opérant en RDC de meilleurs résultats en termes de facilitation d'accès au crédit, de créativité pour promouvoir le crédit et d'adaptation aux réalités locales. Au sujet de l'environnement global du crédit, il faut signaler deux éléments très encourageants : la hausse des crédits à l'économie et aux ménages ainsi que la baisse des taux débiteurs des banques classiques. Selon la BCC, le volume du crédit a été multiplié par 40 entre 2001 et 2013.

Toutefois, le pays doit s'efforcer

plutôt à constituer un marché des capitaux capable de répondre à ses besoins en financement. Le volume d'encours du crédit bancaire était estimé, il y a peu, à plus de 1,9 milliard de dollars américains. Preuve d'un volume très faible, le besoin en financement du seul secteur des infrastructures de base s'établit à 10 milliards de dollars américains.

Certains partenaires au développement comme la Banque mondiale ont réfléchi sur des fonds de soutien au projet d'érection d'une infrastructure financière et d'un marché. L'idée est de créer une plate-forme électronique et

des offres de financement adaptées aux chefs d'entreprises. Il est important de promouvoir la micro-finance en RDC, le secteur le plus dynamique du pays avec plus d'un million de clients déjà en 2013 dont 38% de femmes. Pour l'heure, en RDC, l'on compte 18 banques commerciales et plus de 119 coopératives d'épargne et de crédit qui cherchent à adapter leurs services de prêts à certaines catégories spécifiques parmi lesquelles les micro, petites et moyennes entreprises et les entrepreneurs.

Laurent Essolomwa

NGOYO

Le Dr Christian Didas Bongolot offre des vivres aux personnes vulnérables

Comme à l'accoutumée, le Dr Christian Didas Bongolot, conseiller départemental et municipal de Pointe-Noire a offert le 31 décembre des vivres aux personnes du troisième âge habitant l'arrondissement 6 Ngoyo à Pointe-Noire.



Le Dr Bongolot remettant des vivres à une personne du 3e âge crédit photo «Adiac»

Plus de 400 personnes âgées et démunies venues des 10 quartiers de l'arrondissement 6 Ngoyo ont reçu des vivres (poulet, riz, oignon, tomate, huile...) des mains du Dr Christian Didas Bongolot, l'élu local. C'est le énième geste que le conseiller départemental et municipal fait à l'endroit des habitants de sa circonscription électorale. Un geste justifié par son amour et sa reconnaissance à cette couche de la société « *Nous sommes très contents de vous retrouver. Vous constituez pour nous une richesse, vous les papas et les mamans. On dit souvent en Afrique, lorsqu'un vieillard meurt c'est toute une bibliothèque qui brûle. Pour nous vous constituez notre biblio-*

thèque. Nous avons le droit de vous honorer, de vous respecter, de vous témoigner notre amour et notre considération. Voilà pourquoi avec le peu qu'on a pu avoir, nous avons décidé de le partager avec vous », a dit le conseiller départemental et municipal.

Au nom des bénéficiaires, le Dr Madzous a remercié vivement le généreux donateur pour ce geste de cœur avant de l'exhorter à faire encore d'autres gestes similaires aux populations de sa circonscription.

Un apéritif a été servi à tous les convives à la fin de la cérémonie.

Hervé Brice Mampouya

VIE ASSOCIATIVE

La Fondation Jeanne-Ngania passe les fêtes de fin d'année avec les habitants de Mboukou

Fidèle à sa tradition, la Fondation Jeanne-Ngania a les 30 et 31 décembre fait plusieurs gestes de cœur et d'amour à l'endroit des populations de Pointe-Noire et de Mboukou dans le district de Hinda (Kouilou).



Alphonse Ndiba causant avec une habitante de Mboukou / Crédit photo Adiac

Les veuves, les orphelins et les personnes démunies ont bénéficié des vivres de toutes sortes et des boissons de cette fondation toujours proche des populations en difficulté. Pour la Fondation dont la délégation a été conduite par Alphonse Ndiba, représentant le Dr Victoire Obami Itou, ce geste permet aux personnes vulnérables de passer comme tout le monde les fêtes de fin d'année dans la joie.

Depuis plusieurs années, la Fondation Jeanne-Ngania fait des actions philanthropiques dans le pays. Son objectif est d'accorder une aide sociale et financière aux veuves et orphelins. Au nombre des projets phares financés par la fondation, il y a la construction des logements aux veuves, d'un orphelinat, d'une maison médicale et d'une école de métiers.

H.B.M.



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:



Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



84 Boulevard Denis Sassou N'Gusso
Immeuble les manguiers (Mpila) Dépêche de Brazzaville

Ouvert tous les jours

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



RETRO 2015

Jamais le Congo n'a été aussi vainqueur...

L'année écoulée, le pays a divorcé d'avec son statut d'outsider dans les compétitions internationales en réalisant sa plus grande performance dans l'histoire des Jeux africains en termes de médailles et d'infrastructures sportives de pointe. Cérise sur le gâteau, la 5ème place occupée par les Diables rouges à la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN), après quinze ans de passage à vide. La flamme ne doit pas s'éteindre...

Le Congo a attendu le retour de l'olympisme africain dans son berceau : Brazzaville, pour battre son propre record. Soit cinquante ans après la toute première édition disputée du 18 au 25 juillet 1965 dans cette même ville. Les onzièmes Jeux africains, du 4 au 19 septembre 2015, ont été ceux de tous les succès pour le pays hôte. Les compétiteurs congolais ont, en effet, brillé de mille feux en rendant au pays ce qu'il était en droit d'attendre d'eux : 35 médailles dont 8 en or, 4 en argent et 23 en bronze. Aucun pronostic ne l'avait prédit dès le coup d'envoi.

Innocent Okemba et Dual Malonga au karaté, Francel Moussiese à la boxe, dans la catégorie des poids mi-mouches (46 à 49 kg), Franck Elemba au lancer de poids, Mercia Gustany Massamba en gymnastique aérobic, Wang Jianan - Li Yuheng, Li Yuheng - Han Xing, Hu Bin - Wang Jianan, au tennis de table, double mixte. Pour ne citer que les médaillés d'or. « (...) A la maison, il n'était pas question de baisser les bras, pas question de perdre ou de tout perdre », soulignait le diable rouge Innocent Okemba après avoir imposé sa force à l'Algérien Bouam Kiahbelkrim. Première médaille congolaise de cette onzième édition soit la deuxième de l'histoire, chronologiquement parlant, après celle de 1965 au football.

« (...) En 2015, le mérite et le génie de notre peuple ont été mis en lumière, grâce à l'organisation réussie des onzièmes Jeux africains. Une performance éclatante qui a valu à notre pays la reconnaissance unanime de l'Afrique », a souligné le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, dans son message de



vœux à la Nation, le 31 décembre dernier. Cette performance est telle que le Congo ne sera plus jamais considéré comme un outsider dans nombre de compétitions internationales.

Infrastructures admirées de partout...

À la date où le Congo a été désigné pour abriter les onzièmes Jeux africains, ni tas de pierres ni grain de sable n'étaient posés sur le périmètre du chantier où le complexe sportif de la Concorde est sorti de terre, à Kintélé, périphérie nord de Brazzaville. Les gymnases de proximité dans certains quartiers et le village des jeux également. Une réalité qui a nourri le pessimisme des uns et des autres, au plan national et international. Le gouvernement et le peuple congolais ont retourné les manches pour relever le défi en répondant au cahier de charges prescrit par la Commission de l'Union africaine. Près de 510 milliards sont déboursés, environ 4500 ouvriers sont mobilisés. En un temps record, le visage de Kintélé a été transfiguré par l'érection du majestueux complexe sportif de la Concorde, forçant l'admiration de tous.

Le stade de l'Unité avec sa charpente métallique dorée est chargé de 60.050 places, le palais des Sports de la Fraternité 10.146 places, le complexe nautique de la Paix 2.028 places. Des terrains de beach-volley, de beach-football, de handball, des cours de tennis et de basketball, des terrains annexes d'entraînement et d'échauffement, un hôtel 4 étoiles allonge la liste des infrastructures que regorge ledit complexe. Sur

une colline, à quelques mètres, se dresse le village des jeux ayant abrité près de 8.000 athlètes venus de 48 pays du continent. Le tout s'est passé sans incident grâce notamment à un travail remarquable de la Force publique facilité par un public sportif national fair-play et très panafricain.

Ils n'ont pas manqué à dire...

« Je pense que les infrastruc-



Des karatékas congolais sur la première marche du podium

visités, que ça soit ici à Kintélé ou dans la ville, je suis impressionné. L'accueil est fantastique. On dirait que le peuple congolais était préparé pour nous réserver un meilleur accueil », Abdoulaye Aziz Derra, entraîneur de Judo du Mali.

« C'est une première en Afrique. Ma toute première compétition c'était en Algérie après je suis allée au Mozambique mais ici

infrastructures », à en croire Kkeireddine, athlète algérien de handi-sport.

Le Congo davantage fréquentable

Après les Jeux africains, le pays a abrité les éliminatoires du championnat d'Afrique de basketball des clubs champions. Les équipes sont venues notamment de la Guinée Equatoriale, du Gabon, du Cameroun, de la R.D Congo et du Congo Brazzaville pays hôte. Au mois de janvier en cours, le Congo abritera, dans sa ville capitale, le Tournoi qualificatif aux Jeux olympiques de Rio 2016. Plus d'une dizaine de pays sont attendus. Faisant le point de la saison sportive écoulée, le président de la Fédération congolaise de basketball, Firmin Dinga, a indiqué que le pays pourrait abriter l'Afro-basket (Coupe d'Afrique des nations de basket), l'année prochaine. Il ne reste plus aux gestionnaires du sport national qu'à mettre en place des politiques visant à rentabiliser ces infrastructures construites à coup de milliards. Il est vrai que ces installations permettront au Congo de disposer des grands champions demain. Là encore, les fédérations sportives nationales doivent élaborer des programmes de formation qualité sur les plans technique et physique.

Coupe d'Afrique...

Les Diables rouges n'avaient plus jamais connu la joie de participer à une phase finale de la CAN depuis 2000 où ils sont sortis, de la compétition, derniers de leur groupe avec deux défaites et un match nul. Depuis, plus rien pendant quinze ans. Il fallait attendre 2015 pour les voir raviver la flamme d'un Congo gagnant. Après le match face à la Guinée Equatoriale, ils ont vaincu, tour à tour, le Gabon 1-0, le Burkina Faso 2-1. Ils ont ainsi obtenu leur qualification en quart de finale perdu face à la RD Congo 2-4. Une performance qui leur a valu la 5^e place de la compétition et le statut de révélation du tournoi. A ce jour, c'est l'arrivée d'un nouvel entraîneur qui est attendu, après le départ de Claude Le Roy. Gernot Rohr, Jacques Santini, Winfried Schäfer et Didier Six sont en lice.

Rominique Nerplat Makaya



la présidente de la Commission de l'Union africaine reconnaissant les mérites du CongoCrédit photo Adlaci

tures que le Congo a mises à notre disposition ont été très superbes, sublimes même il faut le dire. Je félicite monsieur le président de la République. Si tous les présidents pouvaient faire comme lui, l'Afrique va produire des meilleurs sportifs. C'est sûr que les sites que nous avons déjà

les infrastructures, c'est une première. Je n'ai jamais vu ça. Ces Jeux ont été vraiment une réussite à mon avis. Grand bravo au Congo », a indiqué Essam Anne Michelle, capitaine de l'équipe de handball du Cameroun.

« C'est pour la troisième fois que je suis chef de mission des Jeux africains. J'ai fait cinq fois les Jeux olympiques. Sincèrement j'ai beaucoup visité les pays, je suis très agréablement surpris par la qualité des infrastructures que j'ai vues. Cela traduit l'ambition d'un président de la République pour sa jeunesse. Ce que nous avons vu ici, fera progresser le sport congolais. Vous allez voir d'ici à 5 ou 6 ans, le Congo aura de bons résultats car de ces infrastructures naîtront des grands champions », selon Seydina Omar Diagne, le chef de mission du Sénégal.

« On n'imaginait pas que le Congo allait nous présenter ces



Vue extérieure du stade de l'Unité à Kintélé